

Socfinasia S.A.

2018 RAPPORT ANNUEL

SOMMAIRE

Portrait du Groupe	4
1. Présentation du Groupe	4
2. Historique	4
3. Structure du Groupe	5
4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.	6
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales	17
1. Caoutchouc	17
2. Huiles végétales	19
Environnement et responsabilité sociale	22
Chiffres clés	23
1. Indicateurs d'activités	23
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé	24
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée	24
Données boursières	25
Déclaration sur la gouvernance d'entreprise	26
1. Introduction	26
2. Charte de gouvernance d'entreprise	26
3. Conseil d'Administration	26
4. Les Comités du Conseil d'Administration	30
4.1. Comité d'Audit	30
4.2. Comité de Nomination et de Rémunération	30
5. Rémunérations	30
6. Notification de l'actionnariat	30
7. Calendrier financier	31
8. Audit externe	31
9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale	31
10. Autres informations	31
Déclaration de conformité	32
Rapport de gestion consolidé	33
Rapport d'audit sur les états financiers consolidés	37
Etats financiers consolidés	41
1. Etat de la situation financière consolidée	41
2. Compte de résultat consolidé	43
3. Etat du résultat étendu consolidé	44
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés	45
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés	46
6. Annexe aux états financiers consolidés	47
Note 1. Généralités et méthodes comptables	47
Note 2. Filiales et entreprises associées	60
Note 3. Ecart d'acquisition	62
Note 4. Immobilisations incorporelles	62
Note 5. Immobilisations corporelles	63
Note 6. Actifs biologiques producteurs	64
Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives	65
Note 8. Participations dans des entreprises associées	66
Note 9. Titres disponibles à la vente	70
Note 10. Impôts différés	70
Note 11. Stocks	71
Note 12. Créances commerciales (actifs courants)	73
Note 13. Autres créances (actifs courants)	73
Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles	74

SOMMAIRE

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie	75
Note 16. Capital	75
Note 17. Réserve légale	75
Note 18. Engagements de retraites	76
Note 19. Autres dettes	78
Note 20. Instruments financiers	78
Note 21. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice	80
Note 22. Dotations aux amortissements et pertes de valeur	80
Note 23. Dépréciations d'actifs	81
Note 24. Autres produits financiers	84
Note 25. Charges financières	84
Note 26. Charge d'impôts	85
Note 27. Résultat net par action	87
Note 28. Dividendes et tantièmes	87
Note 29. Informations relatives aux parties liées	87
Note 30. Concessions de terrains agricoles	90
Note 31. Information sectorielle	90
Note 32. Gestion des risques	94
Note 33. Environnement politique et économique	97
Note 34. Evènements postérieurs à la date de clôture	97
Note 35. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé	97
Rapport de gestion social	98
Rapport d'audit sur les états financiers sociaux	104
Etats financiers sociaux	108
1. Bilan au 31 décembre 2018	108
2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018	110
3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2018	111

Portrait du Groupe

1. Présentation du Groupe

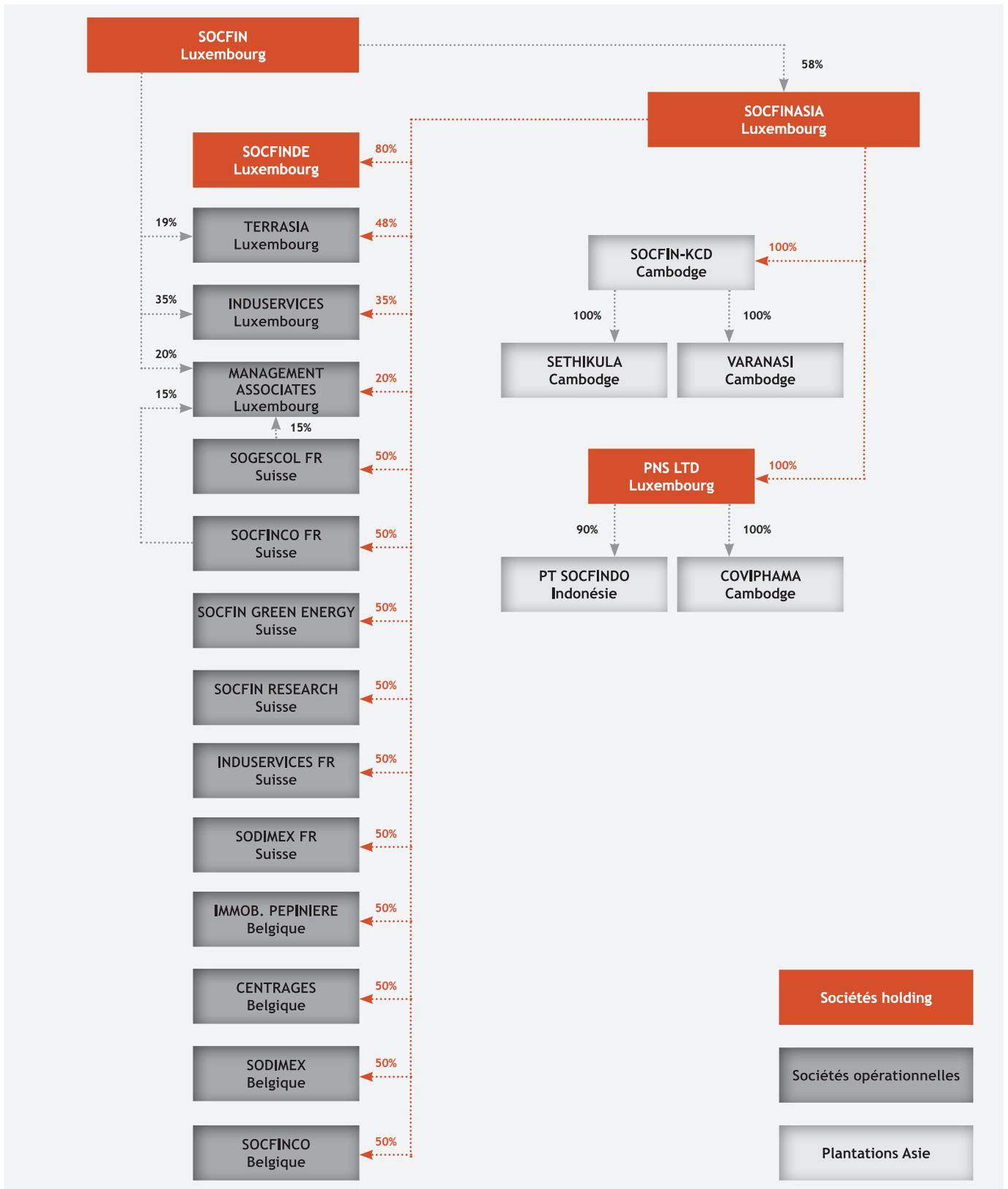
Socfinasia S.A. est une société holding luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 20 novembre 1972 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

L'activité principale de Socfinasia S.A. consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plus de 55.000 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, situées en Asie du Sud-Est. Socfinasia S.A. emploie 10.885 personnes et a réalisé, en 2018, un chiffre d'affaires consolidé de 125 millions d'euros.

2. Historique

- **20/11/1972** Constitution de Socfinasia S.A. sous la forme d'une holding luxembourgeoise par apport d'actions de PT Socfindo.
- **30/06/1973** Depuis sa constitution, Socfinasia S.A. a investi, entre autres, dans Fininter S.A. (Belgique) et Socfinal (Luxembourg).
- **23/01/1974** Les titres Socfinasia S.A. ont été admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **30/06/1975** Le portefeuille affiche de nouveaux investissements : Socfin S.A. (Belgique), Plantations Nord Sumatra S.A. (Belgique) et Selangor Plantations Cy Bhd (Malaisie).
- **30/06/1977** Socfinasia S.A. investit dans Sennah Rubber Cy Ltd, New African Plantations Cy Ltd, la Banque d'Investissements Privés S.A. et Socficom S.A. Elle vend par contre ses participations Socfin S.A. (Belgique) et Socfinal.
- **04/12/1979** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de réserves. Attribution gratuite de 1.166 actions PT Atmino.
- **31/12/1980** Acquisition d'actions Selangor Holding S.A., société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **24/04/1989** Augmentation de capital de PT Socfindo par incorporation de la réserve de réévaluation d'actifs immobilisés.
- **31/03/1996** Acquisition d'actions Intercultures, société luxembourgeoise cotée à la Bourse de Luxembourg.
- **31/03/1997** Dans un premier temps, Socfinasia S.A. a augmenté sa participation dans ses filiales indonésiennes : PT Socfindo et PT Atmino. Ensuite, Socfinasia S.A. a constitué Plantations Nord Sumatra Limited et y a transféré ses participations indonésiennes.
- **31/03/1999** Souscription à l'augmentation de capital d'Intercultures.
- **05/02/2000** OPA/OPE de Selangor Holding S.A. sur Sennah Rubber Cy Ltd qui sera liquidée en août 2000.
- **01/04/2000** Augmentation de capital à 25.062.500 EUR et du pair comptable à 1.002.500 actions.
- **26/06/2000** OPA de Socfinasia S.A. sur les titres Selangor Holding S.A. qui sera liquidée en mai 2001.
- **17/10/2000** Modification de la date de clôture de l'exercice social au 31 décembre.
- **31/12/2001** PNS Ltd a acheté 30% du capital de PT Socfindo à l'état indonésien.
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfinal, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia S.A. (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Constitution de Socfin-KCD (Cambodge).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Cy Ltd (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29.
- **01/07/2011** Division des actions par 20.
- **13/08/2013** A travers sa filiale PNS Ltd S.A., Socfinasia S.A. a acquis 90% de Coviphama Co Ltd, une société de droit cambodgien, attributaire d'une nouvelle concession (5.300 hectares).
- **30/07/2015** Acquisition d'actions Socfin-KCD pour porter le pourcentage de détention à 100%.

3. Structure du Groupe



Portrait du Groupe

4. Renseignements sur les participations de Socfinasia S.A.

Portefeuille	Nombre de titres	% direct
Cambodge		
Socfin-KCD Co Ltd	2.000	100,00%
Luxembourg		
PNS Ltd S.A.	27.779.999	99,99%
Socfinde S.A.	199.790	79,92%
Management Associates S.A.	2.000	20,00%
Terrasia S.A.	4.781	47,81%
Induservices S.A.	3.500	35,00%
Belgique		
Centrages S.A.	7.500	50,00%
Immobilière de la Pépinière S.A.	3.333	50,00%
Socfinco S.A.	8.750	50,00%
Gaummes S.A.	17.669	50,00%
Sodimex S.A.	70.000	50,00%
Suisse		
Sogescol FR S.A.	2.650	50,00%
Socfinco FR S.A.	650	50,00%
Socfin Green Energy S.A.	60	50,00%
Socfin Research S.A.	3.000	50,00%
Sodimex FR S.A.	675	50,00%
Induservices FR S.A.	700	50,00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinasia S.A. détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et

le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »

PT Socfindo est une société de droit indonésien qui exploite 48.000 hectares de plantations de palmiers à huile et d'hévéas dans le Nord de Sumatra en Indonésie.

Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
	Mature	Immature	Total
Au 31/12/2018			
Hévéa	7.553	937	8.490
Palmier	34.819	4.657	39.476
	42.372	5.594	47.966

Concessions : 48.057 hectares

Personnel permanent au 31/12/2018 : 10.028

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2018	2017
Production (tonnes)		
Caoutchouc	12.250	13.573
Huile de palme	194.705	196.814
Semences (milliers)	14.875	14.149
Chiffre d'affaires (000 EUR)	123.262	160.575
Résultat (000 EUR)	35.007	50.289
Prix de vente moyen (EUR/kg)		
Caoutchouc	1,25	1,77
Huile de palme	0,51	0,65
Semences (EUR/1.000)	641	642
Cours moyen IDR/EUR	16.804	15.200
Cours de clôture IDR/EUR	16.581	16.247

Chiffres clés (millions de IDR)	2018	2017
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	1.451.941	1.421.682
Actifs circulants	340.815	435.274
Capitaux propres (*)	874.937	797.983
Dettes provisions et tiers (*)	917.819	1.058.974
Résultat de l'exercice	588.250	764.393
Dividende final unitaire brut (USD)	(**)	1.250
Acompte sur dividende unitaire brut (USD)	300	750
Participation de PNS Ltd S.A. (%)	89,98	89,98

(*) Après acompte sur dividende.

(**) Non connu à ce jour.

Portrait du Groupe

PT SOCFIN INDONESIA "SOCFINDO"

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

Exercices aux 31 décembre 2018 et 2017

(Exprimés en Roupie, sauf indication contraire)

Taux de change : EUR 1 = IDR

16.581

16.247

ACTIFS	2018	2017 révisé (*)
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	60.185.665.635	251.140.710.310
Créances clients		
Créances commerciales		
Parties liées	18.799.131.676	30.712.418.035
Tiers	3.849.481.234	4.561.140.542
Autres	4.955.451.112	5.955.382.025
Stocks	159.794.475.277	114.690.826.600
Actifs d'impôts exigibles	14.570.134.813	22.389.186.311
Charges payées d'avance et autres actifs courants	850.549.949	4.482.195.832
Actifs biologiques	59.819.568.113	73.153.798.072
TOTAL ACTIFS COURANTS	322.824.457.809	507.085.657.727
ACTIFS NON-COURANTS		
Plantations		
Plantations matures	692.413.755.008	686.174.395.553
Plantations immatures	248.565.835.185	209.657.521.901
Actifs immobilisés	395.719.875.394	383.757.489.727
Créances d'impôts	17.990.289.929	1.342.343.067
Actifs d'impôts différés	93.294.910.286	101.010.943.567
Avances et acomptes sur achat d'actifs immobilisés	15.295.822.613	15.295.822.613
Coûts de développement de logiciels	5.414.927.706	6.038.697.206
Charges à reporter	1.226.240.904	1.449.008.052
Autres	10.000.000	10.000.000
TOTAL ACTIFS NON-COURANTS	1.469.931.657.025	1.404.736.221.686
TOTAL ACTIFS	1.792.756.114.834	1.911.821.879.413

(*) A compter du 1er janvier 2018, la Société a adopté la norme PSAK 69 "Agriculture", qui concerne les produits agricoles. Etant donné que ce PSAK a été appliqué de manière rétrospective, la Société a révisé les états financiers au 31 décembre 2017.

Portrait du Groupe

<i>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</i>	<i>2018</i>	<i>2017 révisé (*)</i>
PASSIFS		
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs - tiers	22.567.811.899	19.641.618.511
Autres dettes		
Tiers	12.511.859.517	12.837.750.057
Parties liées	8.612.017.093	11.385.049.855
Charges à payer	236.612.536.513	294.891.509.032
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	18.691.142.895	22.355.853.991
Produits de loyers constatés d'avance	727.177.500	1.339.568.514
Dettes fiscales	33.402.800.297	121.005.625.290
TOTAL PASSIFS COURANTS	333.125.345.714	483.456.975.250
PASSIFS NON-COURANTS		
Dettes relatives aux avantages du personnel	584.693.923.753	575.516.621.217
TOTAL PASSIFS	917.819.269.467	1.058.973.596.467
CAPITAUX PROPRES		
Capital		
Type A	2.385.000	2.385.000
Type B	265.000	265.000
Type C	7.947.350.000	7.947.350.000
Type D	34.300.000.000	34.300.000.000
Total capital	42.250.000.000	42.250.000.000
Prime d'émission	3.670.500.000	3.670.500.000
Bénéfices reportés		
Affectés à la réserve générale	38.642.843.746	38.642.843.746
Non affectés	790.373.501.621	768.284.939.200
TOTAL CAPITAUX PROPRES	874.936.845.367	852.848.282.946
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	1.792.756.114.834	1.911.821.879.413

(*) A compter du 1er janvier 2018, la Société a adopté la norme PSAK 69 "Agriculture", qui concerne les produits agricoles. Etant donné que ce PSAK a été appliqué de manière rétrospective, la Société a révisé les états financiers au 31 décembre 2017.

Portrait du Groupe

COMPTE DE RÉSULTAT ET LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices aux 31 décembre 2018 et 2017
(Exprimés en Roupie, sauf indication contraire)

	2018	2017 révisé (*)
CHIFFRE D'AFFAIRES	2.071.280.348.532	2.440.713.538.802
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES	-893.669.998.098	-922.450.110.730
MARGE BRUTE	1.177.610.350.434	1.518.263.428.072
Frais de vente	-49.663.411.332	-55.890.723.518
Dépenses administratives et autres frais généraux	-121.969.226.889	-129.499.179.644
Bonus et honoraires (**)	-246.852.268.101	-317.903.072.864
Autres produits	35.271.897.934	23.876.523.096
Autres charges	-22.309.180.133	-33.833.842.295
Gains (pertes) de change	-2.350.961.972	1.851.146.876
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	769.737.199.941	1.006.864.279.723
Résultat financier	8.437.034.325	14.174.645.523
RESULTAT AVANT IMPOTS	778.174.234.266	1.021.038.925.246
PRODUITS (CHARGES) D'IMPOTS		
Sur le résultat	-203.991.295.500	-264.145.584.250
Différés	-2.270.182.797	5.062.918.797
Charge d'impôt	-206.261.478.297	-259.082.665.453
RESULTAT NET	571.912.755.969	761.956.259.793
Résultat étendu		
Réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi	16.337.551.452	-9.153.657.661
TOTAL RESULTAT ETENDU	588.250.307.421	752.802.602.132

(*) A compter du 1er janvier 2018, la Société a adopté la norme PSAK 69 "Agriculture", qui concerne les produits agricoles. Etant donné que ce PSAK a été appliqué de manière rétrospective, la Société a révisé les états financiers au 31 décembre 2017.

(**) Ces montants comprennent des tantièmes payés aux administrateurs de PT Socfindo qui sont membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. (2018 = IDR 79.866.031.962 et 2017 = IDR 76.803.391.862).

Portrait du Groupe

SOCFIN-KCD Co Ltd

Capital : KHR 160.000.000.000.

Socfin-KCD est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Au 31/12/2018			
Hévéa	3.394	504	3.898
Concessions : 6.659 hectares (y compris les concessions des filiales)			
Personnel permanent au 31/12/2018 : 695			
		2018	2017
Cours moyen KHR/EUR		4.765	4.589
Cours de clôture KHR/EUR		4.601	4.842

<i>Chiffres clés (millions de KHR)</i>		
<i>Au 31 décembre</i>	2018	2017
Actifs immobilisés	244.014	236.337
Actifs circulants	9.206	6.160
Capitaux propres (*)	144.706	153.497
Dettes provisions et tiers (*)	108.514	89.000
Résultat de l'exercice	-8.791	-3.284
Participation de Socfinasia S.A. (en %)	100,00	100,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

COVIPHAMA Co Ltd

Capital : KHR 8.640.000.000.

Coviphama est une société cambodgienne active dans la production de caoutchouc.

Principales données

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Au 31/12/2018			
Hévéa	532	2.768	3.300
Concessions : 5.345 hectares			
Personnel permanent au 31/12/2018 : 162			
		2018	2017
Cours moyen KHR/EUR		4.765	4.589
Cours de clôture KHR/EUR		4.601	4.842

<i>Chiffres clés (millions de KHR)</i>		
<i>Au 31 décembre</i>	2018	2017
Actifs immobilisés	83.930	71.888
Actifs circulants	3.622	3.874
Capitaux propres	824	8.729
Dettes provisions et tiers	86.728	67.033
Résultat de l'exercice	-276	-199
Participation de Socfinasia S.A. (%)	100,00	100,00

Portrait du Groupe

PLANTATION NORD-SUMATRA « PNS » Ltd S.A.

Capital : USD 260.084.774.

Le principal actif de PNS Ltd S.A. est sa participation à hauteur de 89,98% dans PT Socfindo.

	2018	2017
Cours moyen USD/EUR	1,18	1,13
Cours de clôture USD/EUR	1,14	1,20

Chiffres clés (milliers de USD)

<i>Au 31 décembre</i>	2018	2017
Actifs immobilisés	303.521	298.581
Actifs circulants	2.487	2.026
Capitaux propres (*)	306.004	300.495
Dettes provisions et tiers (*)	4	112
Résultat de l'exercice	31.484	49.852
Résultat distribué	25.974	48.615
Participation de Socfinasia S.A. (%)	99,99	99,99

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINDE S.A.

Capital : EUR 1.250.000

Socfinde S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.

Le profit de l'exercice clôturé le 31 décembre 2018 s'élève à EUR 323.752. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de ne pas verser de dividende.

Chiffres clés (milliers d'euros)

<i>Au 31 décembre</i>	2018	2017
Actifs immobilisés	2.822	10.922
Actifs circulants	115.376	99.688
Capitaux propres	5.672	5.349
Dettes provisions et tiers	112.526	105.261
Résultat de l'exercice	324	212
Participation de Socfinasia S.A. (%)	79,92	79,92

Portrait du Groupe

SOGESCOL FR S.A.

Capital : CHF 5.300.000

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2018 par un bénéfice de USD 6.337.907. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 6.000.000.

	2018	2017
Cours moyen USD/EUR	1,18	1,13
Cours de clôture USD/EUR	1,14	1,20

Chiffres clés (milliers de USD)

Au 31 décembre	2018	2017
Actifs immobilisés	865	856
Actifs circulants	39.071	46.438
Capitaux propres (*)	15.313	17.475
Dettes provisions et tiers (*)	24.623	29.818
Résultat de l'exercice	6.338	8.558
Résultat distribué	8.500	4.700
Dividende unitaire brut (USD)	1.604	887
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

Portrait du Groupe

SOCFINCO FR S.A.

Capital : CHF 1.300.000

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

L'exercice clôturé au 31 décembre 2018 présente un résultat positif de EUR 3.745.494. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 4.000.000.

Chiffres clés (milliers d'euros)

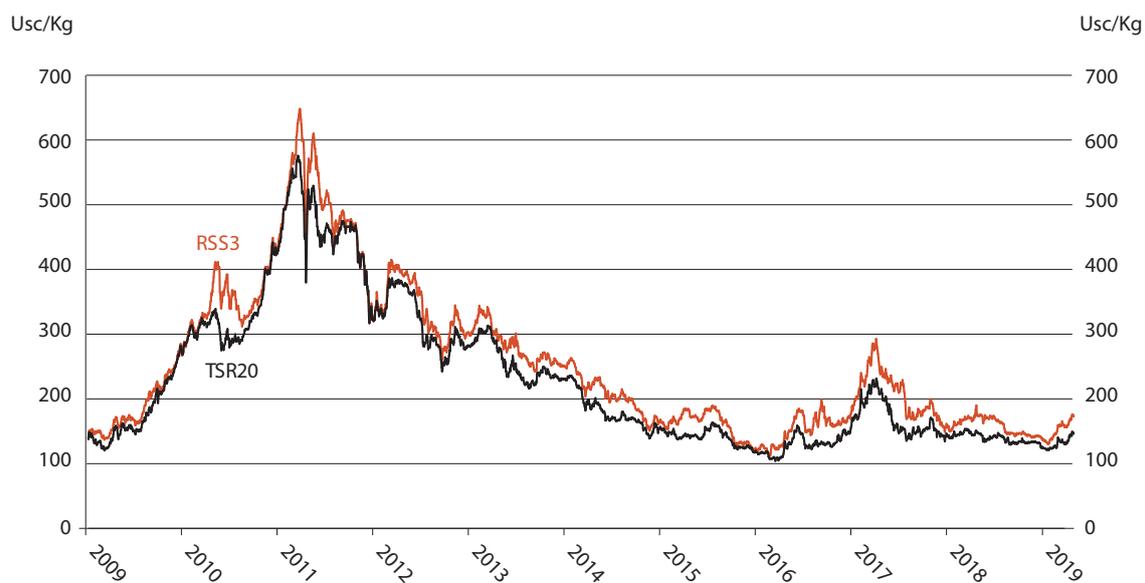
<i>Au 31 décembre</i>	2018	2017
Actifs immobilisés	944	1.191
Actifs circulants	9.764	11.591
Capitaux propres (*)	9.548	11.802
Dettes provisions et tiers (*)	1.160	981
Ventes et prestations	19.991	22.143
Résultat de l'exercice	3.745	5.808
Résultat distribué	6.000	6.000
Dividende unitaire brut (EUR)	4.615	4.615
Participation de Socfinasia S.A. (%)	50,00	50,00

(*) Avant affectation.

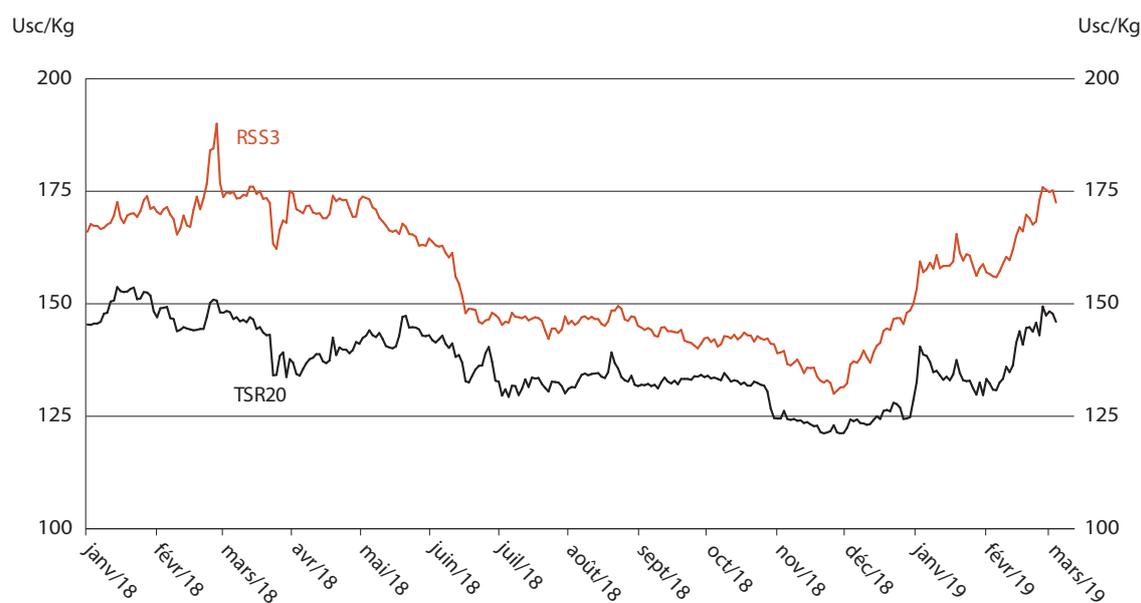
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

1. Caoutchouc

SGX - NATURAL RUBBER - 10 years +



SGX - NATURAL RUBBER - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Le marché international en 2018

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{re} position sur SGX) en 2018 est de 1.365 USD/tonne FOB Singapour contre 1.651 USD/tonne en 2017.

L'année 2017 avait bénéficié d'une remontée des cours amorcée fin 2016 mais qui ne s'était pas maintenue au-delà du 1^{er} trimestre. Après avoir atteint 2.300 USD/tonne en février 2017, les cours du caoutchouc ont baissé de façon quasi continue pour clôturer 2018 sous la barre des 1.300 USD/tonne.

Les niveaux de stocks élevés, en Chine tout particulièrement, ont continué de peser sur les cours du caoutchouc naturel.

La hausse substantielle des cours du pétrole en 2018 qui impacte la hausse des prix du caoutchouc synthétique, n'a pas eu d'effet haussier sur les cours du caoutchouc naturel. Il en va de même des quotas mis en place par la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie et qui visaient à limiter les exportations de caoutchouc durant le 1^{er} trimestre 2018.

La guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine ainsi que les incertitudes liées au Brexit ont également eu un impact négatif sur les cours du caoutchouc naturel.

Perspectives 2019

Les cours du caoutchouc naturel ont connu un début d'année haussier. Le TSR20 évolue actuellement au dessus des 1.400 USD/tonne FOB Singapour, soit un niveau supérieur à la moyenne des cours en 2018.

Les cours sont actuellement soutenus par des signes de détente dans le conflit commercial qui oppose la Chine et les Etats-Unis, par l'hivernage en cours dans le Sud-Est asiatique et par l'annonce récente faite par la Thaïlande, l'Indonésie et la Malaisie d'un énième plan de réduction de leurs exportations de caoutchouc naturel de 200 à 300.000 tonnes.

L'IRSG (International Rubber Study Group) a également revu à la baisse ses prévisions de productions mondiales de caoutchouc naturel pour 2018 et 2019. La baisse des cours a en effet provoqué une contraction de l'offre dans certains pays producteurs comme la Malaisie et l'Inde.

L'IRSG prévoit actuellement pour 2019 une situation proche de l'équilibre entre l'offre (14,26 millions de tonnes) et la demande (14,23 millions de tonnes),

Dans ses dernières prévisions, l'ANRPC (Association of Natural Rubber Producing Countries) estime la production mondiale à 13,960 millions de tonnes en 2018, en hausse de 4,6% par rapport à 2017.

La demande mondiale aurait quant à elle augmenté de 5,2% pour atteindre 14,017 millions de tonnes. Il y aurait donc un léger déficit de production en 2018 estimé à 57.000 tonnes selon l'ANRPC.

Certains acteurs du marché restent sceptiques quant à ces estimations et considèrent que la demande mondiale continue de croître, mais qu'elle augmente moins rapidement que l'offre mondiale. Des pays comme la Thaïlande, l'Indonésie, la Chine, le Cambodge ou la Côte d'Ivoire ont en effet des productions qui continuent d'augmenter sensiblement.

La reprise de l'Euro face au Dollar en 2018 (une moyenne annuelle de 1,18 contre 1,13 en 2017) a également négativement impacté le prix du caoutchouc pour les plantations situées en zone Franc CFA et ce, plus spécifiquement durant le 1^{er} semestre de l'année.

Les cours du TSR20 FOB Singapour ont clôturé l'année à 1.248 USD/tonne.

avec un très léger excédent de production d'environ 30.000 tonnes.

Malgré les prévisions d'un presque équilibre entre l'offre et la demande, les niveaux de stocks en Chine restent élevés et devraient limiter le potentiel de hausse des cours en 2019.

L'évolution des cours du caoutchouc naturel en 2019 dépendra de nombreux facteurs tels que l'évolution de l'offre et de la demande, tout particulièrement de la demande chinoise, l'évolution des cours du pétrole, des devises, de l'action des fonds spéculatifs sur les bourses asiatiques, etc.

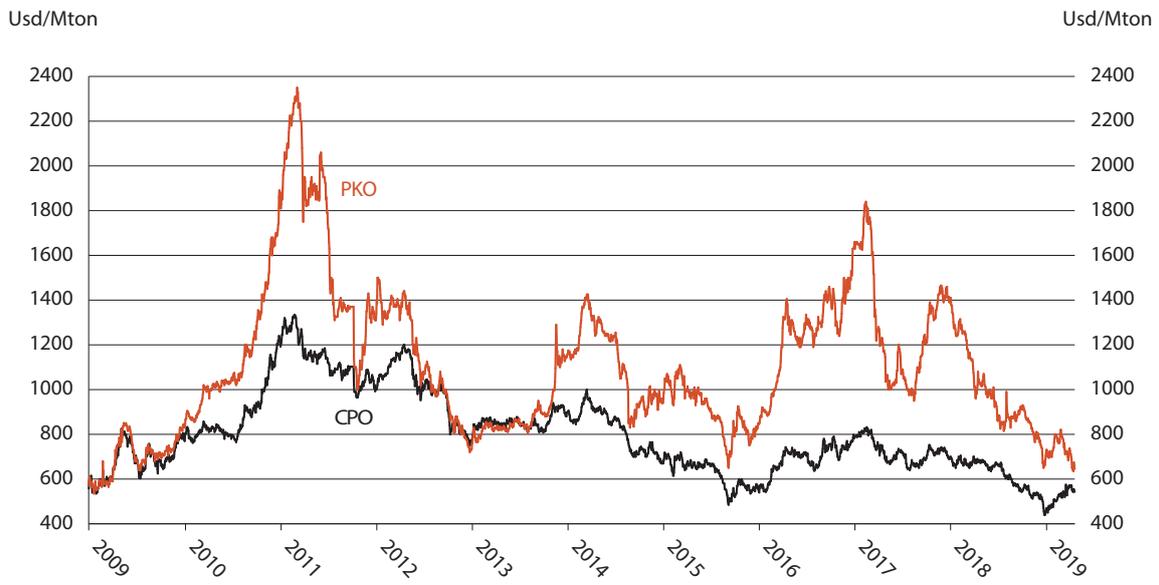
La résolution de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine et la façon dont sera mené le Brexit auront également un impact sur les cours du caoutchouc en 2019.

Le TSR20 1^{re} position FOB Singapour sur SGX cote au 8 mars 2019 à 1.463 USD/tonne.

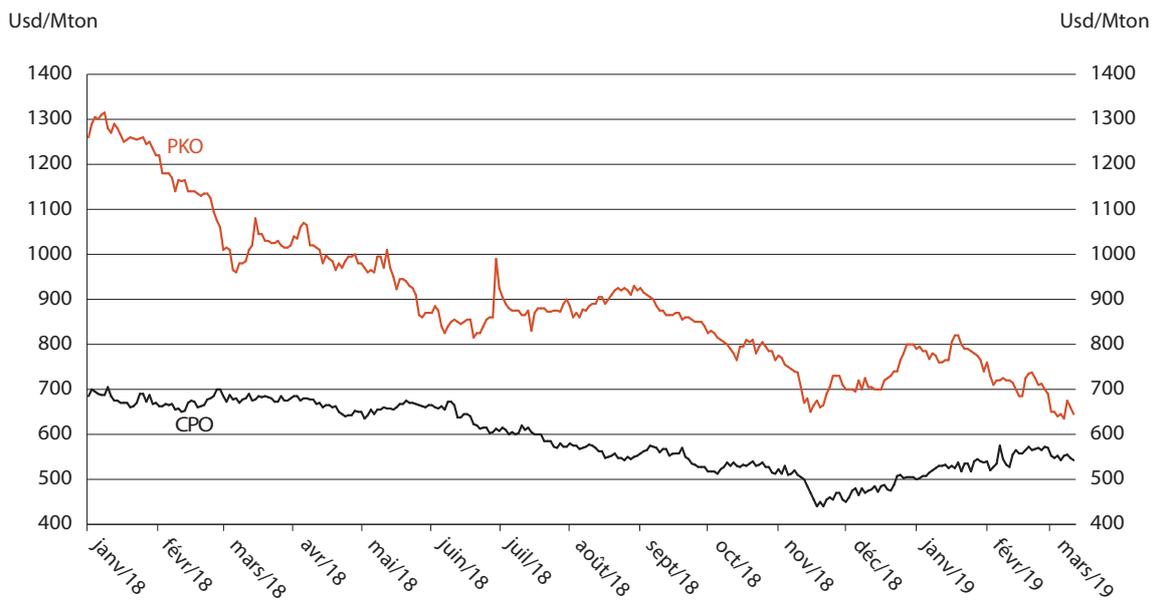
Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

2. Huiles végétales

CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 10 years +



CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 year +



Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes

(source : Oil World)

	2019 (*)	2018 (*)	2017	2016	2015	2014	2010	2005	2000	1995
Indonésie	42,6	41,3	36,8	32,1	33,4	30,8	22,1	14,1	7,1	4,2
Malaisie	20,1	19,5	19,9	17,3	20,0	19,6	17,0	15,0	10,8	7,8
Autres	12,2	11,7	11,1	9,5	9,1	8,8	6,8	4,8	4,1	3,2
TOTAL	74,9	72,5	67,8	58,9	62,5	59,2	45,9	33,9	22,0	15,2

(*) Estimation.

Production des principales huiles en millions de tonnes

(source : Oil World)

	Oct 2018 à sept 2019 (*)	2018 (*)	2017	2016	2015	2014	2010	2005	2000	1995
Palme	74,9	72,5	67,8	58,9	62,5	59,2	45,9	33,9	22,0	15,2
Soja	56,2	56,2	53,9	51,5	48,8	45,1	40,2	33,6	25,4	20,2
Colza	25,7	25,6	25,0	25,0	26,3	26,9	24,0	16,2	14,3	10,8
Tournesol	20,0	19,1	19,0	16,4	15,1	16,3	12,5	9,7	9,7	8,7
Coton	4,6	4,6	4,2	4,1	4,7	4,9	4,6	5,0	3,8	3,9
Arachide	3,8	4,1	4,2	3,7	3,7	3,9	4,2	4,5	4,5	4,3
Palmiste	8,0	7,7	7,2	6,4	6,8	6,5	5,2	4,0	2,7	2,0
Coprah	2,9	2,9	2,4	2,7	2,9	3,1	3,6	3,2	3,2	3,3
TOTAL	196,1	192,7	183,7	168,7	170,8	165,9	140,2	110,1	85,6	68,4

(*) Estimation.

Le marché international en 2018

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam en 2018 est de 598 USD/tonne contre 715 USD/tonne en 2017.

Les cours mondiaux se sont affaiblis en 2018 du fait d'un approvisionnement robuste sur le marché. Alors qu'ils s'échangeaient à des niveaux proches des 700 USD/tonne en début d'année, les cours de l'huile de palme ont chuté au second semestre à 450 USD/tonne CIF Rotterdam, leur plus bas niveau depuis près de 10 ans.

Après l'épisode d'El Niño en 2015 et la baisse des productions qui s'en est suivie en 2016, la hausse massive des productions en 2017 a permis de reconstituer les stocks qui avaient fortement diminué au cours de l'année 2016. Cette augmentation des

niveaux de stocks a entraîné un sentiment négatif sur le marché et provoqué une érosion progressive des cours.

Les experts estiment que la production mondiale d'huile de palme, après avoir augmenté de près de 9 millions de tonnes en 2017 aurait encore augmenté de plus de 4 millions de tonnes en 2018. La production d'huile de palme dans le monde est estimée à plus de 72 millions de tonnes en 2018.

L'huile de palme a également suivi la baisse des cours du soja. Ces derniers ont notamment subi de plein fouet les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, avec la mise en place d'une taxe à l'import par la Chine de 25% sur les fèves de soja américain.

Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

Dans le même temps, l'Inde, 1er importateur mondial d'huile de palme, a également augmenté ses taxes à l'import sur cette huile végétale impactant les exports de Malaisie et d'Indonésie.

A fin décembre 2018, les cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam cotaient aux alentours des 500 USD/tonne.

Perspectives 2019

Depuis près de 3 mois, on assiste à une remontée substantielle d'environ 100 USD/tonne des cours de l'huile de palme.

Les prévisions de production de soja moins importantes que prévues au Brésil pourraient également impacter de façon positive les cours de l'huile de palme.

Après avoir atteint un niveau estimé aux alentours de 15 millions de tonnes fin 2018, les analystes pensent que les stocks mondiaux d'huile de palme devraient baisser dans les prochains mois suite au ralentissement attendu des productions.

L'évolution de la guerre commerciale sino-américaine et les importations de soja décidées par la Chine, auront également des conséquences, positives ou négatives, sur les cours de ces deux matières premières.

Ce déficit de production pourrait d'ailleurs perdurer selon certains analystes qui estiment que les récoltes mondiales pourraient croître à une plus faible allure dans les prochaines années, suite au ralentissement des surfaces plantées. La demande quant à elle, devrait continuer d'augmenter grâce à la croissance de la population mondiale.

Comme chaque année, de nombreux facteurs difficilement maîtrisables impacteront les cours des huiles végétales. L'évolution des cours du pétrole, le climat, les politiques d'achat des pays importateurs, la mise en place de politiques fiscales incitatives ou de barrières douanières, l'évolution des devises et autres joueront un rôle déterminant dans l'évolution des cours de l'huile de palme.

Les cours de l'huile de palme, pourraient également bénéficier dans les mois à venir d'un support des cours du pétrole. L'Indonésie pourrait d'ailleurs augmenter sa consommation de biodiesel à base d'huile de palme en resserrant son mandat B20 (20%).

L'huile de palme brute CIF Rotterdam cote au 8 mars 2019 aux alentours des 550 - 560 USD/tonne.

Environnement et responsabilité sociale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2018.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le rapport annuel de développement durable est également disponible sur simple demande au siège social de la Société.

Chiffres clés

1. Indicateurs d'activités

Superficies (hectares)		Hévéa	Palmier
Au 31 décembre 2018			
Immatures (par année de planting)			
2018		222	1.988
2017		82	1.657
2016		174	1.011
2015		1.032	0
2014		1.176	0
2013		566	0
2012		414	0
2011		454	0
2010		56	0
TOTAL		4.176	4.656
Jeunes	(de 6 à 11 ans)	6.836	(de 3 à 7 ans) 6.060
Matures	(de 12 à 22 ans)	4.643	(de 8 à 18 ans) 11.293
Vieux	(plus de 22 ans)	0	(plus de 18 ans) 17.467
TOTAL		15.655	39.476

Superficies (hectares)	2018	2017	2016	2015	2014
Palmier	39.476	39.194	38.669	38.645	38.566
Hévéa	15.655	15.994	16.524	16.560	15.920
TOTAL	55.131	55.188	55.193	55.205	54.486

Production	2018	2017	2016	2015	2014
Huile de palme (tonnes)					
Production propre	194.705	196.814	181.247	198.769	192.933
Achats aux tiers	0	0	172	3.999	14.690
Caoutchouc (tonnes)					
Production propre	15.142	14.702	13.590	13.012	12.961
Semences (milliers)					
Production propre	14.875	14.149	16.064	22.487	32.436

Chiffres clés

Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2018	2017	2016	2015	2014
Palmier	98,4	127,5	115,2	113,8	122,8
Hévéa	17,4	25,0	16,7	18,5	19,8
Autres produits agricoles	9,5	9,1	11,6	15,6	21,0
TOTAL	125,3	161,6	143,5	147,9	163,6

Personnel	2018	2017	2016	2015	2014
Effectifs moyens	10.885	11.033	11.232	11.500	11.464

2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé

(millions d'euros)	2018	2017	2016	2015	2014
Chiffre d'affaires	125	162	144	148	164
Résultat opérationnel	38	40	39	33	60
Résultat « Part du Groupe »	26	25	25	29	45
Flux de trésorerie opérationnel	8	13	82	29	71
Flux de trésorerie libre	-12	-9	67	0	53

Flux de trésorerie libre = Flux de financement après acquisitions et ventes d'actifs.

3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

(millions d'euros)	2018	2017	2016	2015	2014 (*)
Actifs biologiques producteurs	110	104	118	107	92
Autres actifs non-courants	84	86	93	100	92
Actifs courants	148	165	192	139	138
Capitaux propres totaux	256	244	258	251	239
Passifs non-courants	35	36	39	34	31
Passifs courants	51	75	106	60	52

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Données boursières

(euros)	2018	2017	2016	2015	2014 (*)
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260	19.594.260	20.050.000	20.050.000
Capitaux propres consolidés « Part du Groupe »	248.819.586	237.074.123	248.302.670	242.100.442	227.050.936
Bénéfice net consolidé par action « Part du Groupe »	1,32	1,26	1,27	1,45	2,25
Dividende par action	0,90	1,00	1,00	1,00	1,00
Cours de bourse					
minimum	12,60	19,00	15,60	15,22	18,10
maximum	20,40	24,39	21,70	21,00	31,50
clôture	12,60	20,00	21,11	17,48	19,38
Capitalisation boursière	246.887.676	391.885.200	413.634.829	350.474.000	388.468.750
Dividendes distribués/bénéfice net consolidé	68,02%	79,17%	78,75%	68,97%	44,44%
Dividendes/capitalisation boursière	7,14%	5,00%	4,74%	5,72%	5,16%
Cours de bourse/bénéfice par action	9,52	15,83	16,62	12,06	8,61

(*) Evaluation des actifs biologiques producteurs selon IAS 41 « Agriculture ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

1. Introduction

Socfinasia S.A. est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts

2. Charte de gouvernance d'entreprise

Le Conseil d'Administration a adopté la charte de gouvernance d'entreprise en date du 21 novembre 2018. Elle est disponible sur le site web du Groupe.

3. Conseil d'Administration

Composition du Conseil d'Administration

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président ^(a)	AGO 1980	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur ^(a)	AGE 1990	AGO 2024
Bolloré Participations représentée par M. Cédric de Bailliencourt	Française	1969	Administrateur ^(a)	AGO 1997	AGO 2019
Administration and Finance Corporation « AFICO » représentée par M. Wolfgang Ullens	Belge	1977	Administrateur ^(b)	AGO 1997	AGO 2023
M. Philippe Fabri	Belge	1988	Administrateur ^(b)	AGO 2018	AGO 2024
M. Philippe de Traux	Belge	1951	Administrateur ^(b) Secrétaire Général	AGO 2008	AGO 2020
M. Luc Boedt	Belge	1955	Administrateur ^(b)	AGO 2008	AGO 2020
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur ^(b)	AGO 2014	AGO 2020

^(a) Administrateur dépendant non-exécutif - ^(b) Administrateur dépendant exécutif

Le mandat d'Administrateur de Bolloré Participations S.A. vient à échéance cette année. Celle-ci ne se souhaitant pas se représenter, il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2019 de nommer Monsieur Cyrille Bolloré.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la charte de gouvernance d'entreprise, il sera également proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire de nommer Madame Valérie Hortefeux en tant qu'Administrateur. Madame Hortefeux répond aux critères d'indépendance.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

Hubert Fabri Président

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Vincent Bolloré Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président-directeur général de Bolloré ;
- Président du Conseil d'Administration (Direction dissociée) de Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi ;
- Administrateur de Bolloré, Financière Moncey, Financière de l'Odet et de Blue Solutions ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de la Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam », Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations au Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge.

Bolloré Participations Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Financière de l'Odet, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois, S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Administration and Finance Corporation « AFICO »

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB », Société Industrielle et Financière de l'Artois et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Philippe Fabri

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinasia.

Philippe de Traux

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur et Secrétaire Général de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Administrateur de Palmeraies de Mopoli, Okomu Oil Palm Company, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm » ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de la Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole « SAFA » au Conseil de S.A.F.A. Cameroun « Safacam ».

Luc Boedt

Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Socfinaf et Socfinasia ;
- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin ».

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Président de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » ;
- Administrateur de Okomu Oil Palm Company et Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Représentant permanent de Socfinaf au Conseil d'Administration de Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

François Fabri
Administrateur

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs « Socfin », Socfinaf et Socfinasia.

Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères

- Représentant permanent de Administration and Finance Corporation « AFICO » au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby « SOGB » ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun « Safacam » et Société Camerounaise de Palmeraies « Socapalm ».

Nominations des Administrateurs

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs,

les Administrateurs restants procéderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

Rôle et compétences du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à

mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration

Nombre de réunions annuelles

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni 6 fois.

Points généralement abordés

Situations comptables périodiques ;
Mouvements de portefeuille ;
Inventaire et évaluation du portefeuille ;
Evolution des participations significatives ;
Rapport de gestion ;
Projets d'investissement ;
Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

Taux moyen de présence des Administrateurs

- 2018 : 96%
- 2017 : 91%
- 2016 : 90%
- 2015 : 93%
- 2014 : 97%

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

4. Les Comités du Conseil d'Administration

4.1. Comité d'Audit

Le Comité est composé de deux membres. Le mandat est d'une durée d'un an et se terminera lors de la réunion du Conseil d'Administration statuant sur les comptes de 2019. Les membres sont rééligibles.

Le Conseil d'Administration en sa séance du 21 mars 2019, a renouvelé les mandats de Messieurs Hubert Fabri et Vincent Bolloré en tant que membres du Comité d'Audit.

Le Comité d'Audit assistera le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se prononcera sur les sujets relatifs aux informations financières destinées aux actionnaires et aux tiers, au processus d'audit, à l'analyse des risques et à leur contrôle.

Le Comité d'Audit se réunira au moins deux fois par an.

4.2. Comité de Nomination et de Rémunération

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinasia S.A. sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité

de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

5. Rémunérations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinasia S.A. au titre de l'exercice 2018 s'élève à EUR 7.119.847 et pour l'exercice 2017 à EUR 7.832.438.

Les Administrateurs de Socfinasia S.A. n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

6. Notification de l'actionariat

Actionnaire	Nombre de titres détenus = Nombre de droits de vote	Pourcentage détenu	Date de la notification
Socfin L-1650 Luxembourg	11.324.179	57,79	01/02/2017
Bolloré Participations S.A. F-29500 Ergué Gaberic	200	0,001	22/10/2018
Bolloré F-29500 Ergué Gaberic	3.358.100	17,138	22/10/2018
Compagnie du Cambodge F-92800 Puteaux	1.002.500	5,116	22/10/2018
Total Bolloré Participations direct et indirect	4.360.800	22,255	

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

7. Calendrier financier

28 mai 2019	Assemblée Générale Ordinaire à 11h
13 juin 2019	Paiement du solde de dividende de l'exercice 2018 (coupon n° 76)
Fin septembre 2019	Résultats semestriels sociaux et consolidés au 30 juin 2019
Mi-novembre 2019	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3ème trimestre 2019
Fin mars 2020	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2019
Mi-avril 2020	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2019
Mi-mai 2020	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1er trimestre 2020
27 mai 2020	Assemblée Générale Ordinaire à 11h

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg www.bourse.lu dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société www.socfin.com.

8. Audit externe

Réviseur d'entreprises agréé
C - CLERC S.A.
1 rue Pletzer
L-8080 Bertrange.

En 2018, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 100.090 TVAC.

9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2018.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

10. Autres informations

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

Déclaration de conformité

M. Philippe de Traux, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers établis conformément au corps de normes comptables applicable donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Rapport de gestion consolidé

Rapport de gestion sur les états financiers consolidés présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 28 mai 2019

Mesdames, Messieurs,

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2018 intègrent aux comptes annuels de Socfinasia S.A., toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinasia S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2018 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

Résultats consolidés

Pour l'exercice 2018, le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 25,9 millions d'euros contre 24,8 millions d'euros en 2017. Il en résulte un bénéfice net par action « Part du Groupe » de 1,32 euros contre 1,26 euros en 2017.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 125,3 millions d'euros en 2018 contre 161,6 millions d'euros en 2017 (-36,3 millions d'euros). Cette variation du chiffre d'affaires résulte notamment de la baisse des prix (-14,7 millions d'euros), de la baisse des quantités vendues (-8,4 millions d'euros) et des variations de la roupie indonésienne par rapport à l'euro (-13,2 millions d'euros).

Dans la même tendance, le résultat opérationnel s'inscrit à 37,9 millions d'euros contre 40,4 millions d'euros en 2017.

Les autres produits financiers sont en hausse à 3,9 millions d'euros contre 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2017. Il s'agit essentiellement de gains de change pour 2,6 millions d'euros.

Les charges financières s'établissent à 2,5 millions d'euros contre 5,1 millions d'euros au 31 décembre 2017. Il s'agit principalement de pertes de change pour 2,2 millions d'euros.

La charge d'impôts est en baisse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 13,1 millions d'euros contre 17,7 millions d'euros en 2017.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en baisse à 4,9 millions d'euros contre 7,6 millions d'euros en 2017.

Etat de la situation financière consolidée

Les actifs de Socfinasia S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 194 millions d'euros contre 189,6 millions d'euros au 31 décembre 2017, soit une augmentation de 4,4 millions d'euros due principalement à la hausse de la valeur des actifs biologiques producteurs (+5,9 millions d'euros) ;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 148,4 millions d'euros contre 164,8 millions d'euros au 31 décembre 2017. La valeur des stocks augmente de 6,6 millions d'euros, les créances du cash pooling envers les sociétés hors périmètre augmentent de 7,1 millions d'euros. La trésorerie est en baisse de 32,4 millions d'euros.

Les capitaux propres « Part du Groupe » s'élèvent à 248,8 millions d'euros contre 237,1 millions d'euros en 2017. Cette augmentation des fonds propres de 11,7 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de l'exercice (+25,9 millions d'euros), de l'affectation des résultats (-17,6 millions d'euros, solde 2017 et acompte 2018 inclus) et de la variation de la réserve pour écart de conversion (+2,5 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action « Part du Groupe » (avant distribution du solde du dividende) de 12,70 euros contre 12,10 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2018, le cours de bourse s'élève quant à lui à 12,60 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en baisse à 86,5 millions d'euros contre 110,6 millions d'euros un an plus tôt. Les passifs d'impôts exigibles passent de

Rapport de gestion consolidé

7,9 à 2,2 millions d'euros. Les dettes du cash pooling envers les sociétés hors périmètre sont à 25,7 millions d'euros contre 33,3 millions d'euros un an plus tôt.

Flux de trésorerie consolidés

Au 31 décembre 2018, la trésorerie nette s'élève à 18,2 millions d'euros en baisse de 32,4 millions d'euros sur l'exercice (contre une baisse de 33,6 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur).

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 7,7 millions d'euros durant l'exercice 2018 (12,8 millions d'euros en 2017) et la capacité d'autofinancement à 55,4 millions d'euros contre 70,3 millions d'euros lors de l'exercice précédent.

Les opérations d'investissement ont mobilisé 19,2 millions d'euros (22 millions d'euros en 2017) et les opérations de financement 20,4 millions d'euros (22,6 millions d'euros en 2017), dont 21 millions d'euros de dividendes (25,1 millions d'euros en 2017).

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 12 millions de dollars au 31 décembre 2018. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements en dollar. Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

PERSPECTIVES 2019

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc, de l'huile de palme et l'évolution des cours de la roupie indonésienne et du dollar US, par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Étant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Dans le cadre de la loi du 28 juillet 2014 sur l'immobilisation des titres aux porteurs, Socfinasia a annulé 455.740 actions.

Le montant total de l'indemnisation des anciens actionnaires s'élève à 5,5 millions d'euros. À ce jour, la Caisse de consignation n'a pas encore ouvert de dossier de consignation.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

SYSTÈME GÉNÉRAL DE CONTRÔLE INTERNE ADAPTÉ AUX SPÉCIFICITÉS DES ACTIVITÉS DU GROUPE

Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier, la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales.

Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financières des Conseils d'Administration des filiales.

Rapport de gestion consolidé

Processus d'élaboration des comptes consolidés

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés.

ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Le Conseil d'Administration

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de SOCFINASIA S.A. et de ses filiales (le « Groupe ») comprenant l'état de la situation financière consolidée au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de résultat consolidé, l'état du résultat étendu consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés et le tableau de variation des capitaux propres consolidés pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers consolidés, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 33. Le périmètre de consolidation comprend des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Asie du Sud-Est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlement, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour

l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes également indépendants du Groupe conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Les questions clés de l'audit des états financiers consolidés au 31 décembre 2018 du Groupe sont les suivantes :

Pertes de valeur sur actifs biologiques producteurs

Risque identifié

Au 31 décembre 2018, la valeur des actifs biologiques producteurs du Groupe s'élève à 110 millions d'euros pour un total bilan de 342 millions d'euros.

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

La note 23 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés décrit les modalités mises en œuvre par le Groupe pour vérifier s'il existe un indice de perte de valeur à la clôture, et lors de la survenance d'un indice de perte de valeur, les modalités de détermination de la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs sur la base de laquelle une perte de valeur sera éventuellement comptabilisée.

L'indice de perte de valeur retenu par le Groupe est une baisse des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1^{ère} position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) à la date de clôture supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans. Le groupe compare également la moyenne sur 6 mois ainsi que la moyenne sur les 12 derniers mois de ces cours à la moyenne de ces mêmes valeurs sur 5 ans. En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes ;
- Critères relatifs au marché local ;
- Indices physiques de perte de valeur ;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

Nous avons considéré que la valeur des actifs biologiques est un point clé de l'audit en raison de leur montant significatif dans l'état de la situation financière consolidée, et parce que l'appréciation de l'existence d'un indice de perte de valeur et, le cas échéant la détermination de la valeur recouvrable des actifs, fait appel au jugement.

Réponse d'audit apportée

Afin de répondre à ce risque, nous avons mis en œuvre les travaux suivants :

- Examiner la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe avec les dispositions de la norme IAS 36 "Perte de valeur des actifs" ;
- Effectuer un examen critique des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie en portant une attention particulière aux indices de perte de valeur pris en compte ;
- Effectuer une revue des travaux des auditeurs des filiales significatives afin de s'assurer de leur correcte appréhension du risque lié à la perte de valeur des actifs biologiques ;
- Effectuer périodiquement des visites sur les sites de plantation des filiales significatives ;

- Effectuer une vérification des données utilisées par le Groupe pour conclure à l'absence d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2018 sur les actifs biologiques producteurs hévéa, et à la présence d'un indice de perte de valeur à la même date sur les actifs biologiques producteurs palmier pour certaines filiales. Nos travaux ont notamment consisté à vérifier les données utilisées par le Groupe en les comparant à d'autres sources, et à effectuer une revue des indicateurs de performance internes des filiales du Groupe en les comparant avec des sociétés comparables. Le Groupe a conclu à l'absence d'indice de perte de valeur des actifs biologiques producteurs hévéa au 31 décembre 2018, et à la présence d'un indice de perte de valeur sur les actifs biologiques palmier pour certaines filiales à la même date. Nous sommes en accord avec cette conclusion.

- Examiner, dans le cas de la survenance d'un indice de perte de valeur, le modèle utilisé par le Groupe afin de déterminer la valeur recouvrable des actifs biologiques et s'assurer du caractère raisonnable de l'éventuelle perte de valeur comptabilisée ;
- Vérifier les principales données utilisées qui entrent dans le modèle, sur base des informations auditées ;
- Apprécier le caractère raisonnable des principales estimations, notamment les taux d'actualisation, sur la base des données de marchés actifs auxquelles l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation, et également de données comparables ;
- Au 31 décembre 2018, le Groupe n'a conclu à aucune perte de valeur durable de ses actifs biologiques producteurs palmiers. Nous sommes en accord avec cette conclusion.
- Vérifier le caractère approprié des informations présentées dans les notes 6 « Actifs biologiques producteurs » et 23 « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers consolidés

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre

à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener le Groupe à cesser son exploitation ;

Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du Groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 11 ans.

Le rapport de gestion consolidé est en concordance avec les états financiers consolidés et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 35 à 36 et dans le rapport de gestion social et présentées aux pages 101 à 102 sont en concordance avec les états financiers consolidés et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis du Groupe au cours de l'audit.

Autre sujet

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Le rapport de développement durable tel que publié sur le site Internet de la société http://www.socfin.com/fr/dveloppement_durable/ relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Ce rapport comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68bis paragraphe (2) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 3 Avril 2019

C-CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Mónika Tasi
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers consolidés

1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2018	31/12/2017
ACTIFS	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Actifs non-courants			
Immobilisations incorporelles	4	326.574	371.838
Immobilisations corporelles	5	46.465.610	44.097.502
Actifs biologiques producteurs	6	109.564.244	103.656.846
Participations dans des entreprises associées	8	22.180.704	24.421.881
Titres disponibles à la vente	9	0	735.772
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	9	667.448	0
Avances à long terme		2.743.571	2.137.789
Actifs d'impôts différés	10	3.852.721	5.493.067
Autres actifs non-courants		8.200.000	8.700.000
		194.000.872	189.614.695
Actifs courants			
Stocks	11	21.274.302	14.708.674
Créances commerciales	12	3.441.405	3.564.765
Autres créances	13	104.321.473	95.043.388
Actifs d'impôts exigibles	14	1.132.080	956.025
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	18.212.041	50.568.114
		148.381.301	164.840.966
TOTAL ACTIFS		342.382.173	354.455.661

Etats financiers consolidés

		31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	Note	EUR	EUR
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société mère			
Capital souscrit	16	24.492.825	25.062.500
Réserve légale	17	2.506.250	2.506.250
Réserves consolidées		316.409.662	307.758.330
Ecart de conversion		-120.513.264	-123.003.488
Résultat de l'exercice		25.924.113	24.750.531
		248.819.586	237.074.123
Participations ne donnant pas le contrôle	7	7.057.614	6.777.994
Capitaux propres totaux		255.877.200	243.852.117
Passifs non-courants			
Passifs d'impôts différés	10	145.572	112.132
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	18	35.262.891	35.423.048
		35.408.463	35.535.180
Passifs courants			
Dettes commerciales		3.681.819	3.398.812
Passifs d'impôts exigibles	14	2.165.591	7.893.688
Provisions		78.273	47.660
Autres dettes	19	45.170.827	63.728.204
		51.096.510	75.068.364
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		342.382.173	354.455.661

Etats financiers consolidés

2. Compte de résultat consolidé

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
Produits des activités ordinaires	31	125.293.647	161.570.881
Production immobilisée		5.538.825	8.586.758
Variation de stocks des produits finis et des travaux en cours		6.369.004	-574.686
Autres produits opérationnels		4.839.813	4.320.941
Matières premières et consommables utilisés		-1.310.471	-3.602.393
Autres charges externes		-28.063.167	-32.504.019
Frais de personnel	21	-36.283.512	-39.522.391
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	22	-10.302.834	-15.587.891
Autres charges opérationnelles		-28.152.806	-42.335.049
Résultat opérationnel		37.928.499	40.352.151
Autres produits financiers	24	3.876.482	2.460.915
Plus-values sur cessions d'actifs		32.255	29.972
Moins-values sur cessions d'actifs		-299.633	-321.744
Charges financières	25	-2.453.577	-5.122.140
Résultat avant impôts		39.084.026	37.399.154
Charge d'impôts sur le résultat	26	-13.126.112	-17.653.396
Charge d'impôts différés	26	-1.232.679	1.772.530
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	4.874.235	7.635.994
Résultat net de l'exercice		29.599.470	29.154.282
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		3.675.357	4.403.751
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère		25.924.113	24.750.531
Résultat net par action non dilué	27	1,32	1,26
Nombre d'actions Socfinasia S.A.		19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué		1,32	1,26
Résultat net par action dilué		1,32	1,26

Etats financiers consolidés

3. Etat du résultat étendu consolidé

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
Résultat net de l'exercice		29.599.470	29.154.282
Autres éléments du résultat étendu			
Pertes et gains actuariels	18	1.296.331	-802.959
Impôts sur les pertes et gains actuariels		-324.083	200.740
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu, avant impôts	9	-68.324	0
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu		18.503	0
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>922.427</i>	<i>-602.219</i>
Variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées, avant impôts		0	346.970
Impôts sur la variation de la juste valeur des instruments financiers des entités contrôlées		0	-101.385
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées, avant impôts	9	0	-40.804
Impôts sur la variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente des entités contrôlées		0	16.560
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		2.258.163	-17.263.607
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		441.764	-578.614
<i>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</i>		<i>2.699.927</i>	<i>-17.620.880</i>
Total des autres éléments du résultat étendu		3.622.354	-18.223.099
Résultat étendu		33.221.824	10.931.183
Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		3.867.507	3.389.684
Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère		29.354.317	7.541.499

Etats financiers consolidés

4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
Activités opérationnelles			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		25.924.113	24.750.531
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		3.675.357	4.403.751
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	8	-4.874.235	-7.635.994
Dividendes des entreprises associées	8	7.670.517	6.006.344
Juste valeur de la production agricole	11	-3.578.215	2.428.108
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie (IFRS et autres)		-452.387	769.086
Dotations et reprises aux amortissements et provisions et réductions de valeur		12.402.995	23.430.016
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		267.378	291.772
Charge d'impôts	26	14.358.791	15.880.866
Capacité d'autofinancement		55.394.314	70.324.480
Intérêts payés - reçus		-577.496	-616.109
Impôts payés		-13.126.112	-17.653.396
Variation de stocks		-3.378.327	875.525
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		-8.347.993	-13.947.255
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-18.815.012	-28.749.737
Comptes de régularisation		-3.466.150	2.614.685
Variation du besoin en fonds de roulement		-34.007.482	-39.206.782
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		7.683.224	12.848.193
Activités d'investissement			
Paiement pour acquisition de filiale		-1.624.807	0
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-64.857	-238.002
Acquisitions d'immobilisations corporelles		-17.305.135	-20.644.481
Cessions d'immobilisations corporelles		405.219	229.991
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		-616.987	-1.341.308
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		-19.206.567	-21.993.800
Activités de financement			
Dividendes versés aux propriétaires de la société mère		-17.634.834	-19.594.260
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle		-3.345.079	-5.525.668
Produits d'emprunts		0	1.901.005
Remboursements d'emprunts		-1.859	0
Intérêts payés - reçus		577.488	616.109
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		-20.404.284	-22.602.814
Incidence des écarts de conversion		-428.446	-1.823.864
Variation nette de trésorerie		-32.356.073	-33.572.285
Trésorerie au 1er janvier	15	50.568.114	84.140.399
Trésorerie au 31 décembre	15	18.212.041	50.568.114
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-32.356.073	-33.572.285

Etats financiers consolidés

5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
Situation au 1er janvier 2017	25.062.500	2.506.250	-105.857.431	326.591.351	248.302.670	9.383.907	257.686.577
Résultat de l'exercice				24.750.531	24.750.531	4.403.751	29.154.282
Pertes et gains actuariels				-541.997	-541.997	-60.222	-602.219
Variation de la juste valeur des instruments financiers				245.585	245.585	0	245.585
Variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente				-19.375	-19.375	-4.869	-24.244
Ecarts de conversion des entités contrôlées			-16.314.631	0	-16.314.631	-948.976	-17.263.607
Variation du résultat étendu des entreprises associées			-831.426	252.812	-578.614	0	-578.614
Résultat étendu			-17.146.057	24.687.556	7.541.499	3.389.684	10.931.183
Dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-2.267.312	-12.064.442
Acomptes sur dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-3.333.654	-13.130.784
Autres variations				824.214	824.214	-394.631	429.583
Transactions avec les actionnaires				-18.770.046	-18.770.046	-5.995.597	-24.765.643
Situation au 31 décembre 2017	25.062.500	2.506.250	-123.003.488	332.508.861	237.074.123	6.777.994	243.852.117
Situation au 1er janvier 2018	25.062.500	2.506.250	-123.003.488	332.508.861	237.074.123	6.777.994	243.852.117
Résultat de l'exercice				25.924.113	25.924.113	3.675.357	29.599.470
Pertes et gains actuariels				875.024	875.024	97.224	972.248
Variation de la juste valeur des titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu				-39.815	-39.815	-10.006	-49.821
Ecarts de conversion des entités contrôlées			2.153.231	0	2.153.231	104.932	2.258.163
Variation du résultat étendu des entreprises associées			336.993	104.771	441.764	0	441.764
Résultat étendu			2.490.224	26.864.093	29.354.317	3.867.507	33.221.824
Annulation d'actions	-569.675			595.655	25.980	0	25.980
Dividendes				-9.797.130	-9.797.130	-2.290.679	-12.087.809
Acomptes sur dividendes				-7.837.704	-7.837.704	-1.297.208	-9.134.912
Transactions avec les actionnaires	-569.975			-17.039.179	-17.608.854	-3.587.887	-21.196.741
Situation au 31 décembre 2018	24.492.825	2.506.250	-120.513.264	342.333.775	248.819.586	7.057.614	255.877.200

	2018	2017
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	17.634.834	19.594.260
Nombre d'actions	19.594.260	19.594.260
Dividende par action distribué sur la période	0,90	1,00

6. Annexe aux états financiers consolidés

Note 1. Généralités et méthodes comptables

1.1. Généralités

Socfinasia S.A. (« la Société ») a été constituée le 20 novembre 1972. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales (le « Groupe ») consiste en la gestion d'un portefeuille de participations axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas, principalement situées en Asie du Sud-Est.

Socfinasia S.A. est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé à Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le n° B 10534.

1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

En date du 3 avril 2019, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2018 sont entrés en vigueur :

- IFRS 9 « Instruments financiers » :

Cette norme porte sur la classification et l'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers, les dépréciations, la comptabilité de couverture et remplace IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». La version finale de la norme contient des exigences dans les domaines suivants :

(a) Classification et évaluation :

Les actifs financiers sont classifiés et mesurés selon les normes dont ils dépendent et selon les caractéristiques de leur flux de trésorerie contractuel. Les passifs financiers sont classés d'une manière similaire à IAS 39, cependant, il y a des différences dans les exigences en ce qui concerne les principes comptables utilisés pour mesurer le risque de crédit propre à l'entité.

(b) Dépréciation des actifs financiers :

La norme introduit un modèle de « perte de crédit attendue » pour la mesure de dépréciation des actifs financiers. Il n'est donc plus nécessaire qu'un événement de crédit se soit produit avant qu'une perte de crédit soit constatée.

IFRS 9 exige de comptabiliser les pertes attendues sur tous les instruments de dettes, prêts et créances commerciales soit sur une durée de 12 mois, soit sur la durée de vie des instruments.

(c) Comptabilité de couverture :

La norme introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture qui est conçu pour être plus étroitement aligné sur la façon dont les entités entreprennent des activités de gestion des risques lorsqu'elles couvrent les expositions aux risques financiers et non financiers.

(d) Décomptabilisation :

Les exigences relatives à la décomptabilisation des actifs et des passifs financiers sont transposées de IAS 39 à l'identique et il n'y a donc pas de changement pour le Groupe.

Le Groupe n'a pas implémenté de changements dans la classification de ces instruments financiers sauf pour les titres disponibles à la vente, qui sont désormais classés parmi les actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu ; aucun profit ou perte lié à ces instruments ne peut être reclassé en résultat, même au moment de la décomptabilisation.

Etats financiers consolidés

Le Groupe continuera à évaluer à la juste valeur tous ses actifs financiers actuellement évalués à la juste valeur.

Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 9, le Groupe n'a pas ajusté les informations comparatives.

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » :

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15, qui fournit un cadre unifié pour déterminer le moment, l'évaluation et la comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'objectif de la nouvelle norme est de comptabiliser les produits au fur et à mesure que les obligations de performance sont remplies plutôt que sur la base du transfert des risques et des avantages.

IFRS 15 inclut un ensemble d'informations à fournir, y compris des informations qualitatives et quantitatives sur les contrats avec les clients pour comprendre la nature, le montant, le moment de la comptabilisation et l'incertitude des revenus. La norme remplace IAS 18 « Produits des activités ordinaires », IAS 11 « Contrats de construction » et un certain nombre d'interprétations connexes.

Le 12 avril 2016, l'IASB a publié des amendements à IFRS 15 qui précisent comment identifier une obligation de performance, déterminer si une entreprise agit en principal ou en agent.

Les produits du Groupe proviennent principalement de la vente de biens dans le cadre des prestations dans lesquelles le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété et l'exécution des obligations de performance du Groupe ont lieu en même temps.

L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe. Les informations sur les produits des activités ordinaires sont présentées à la note 31.

Le Groupe a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et n'a pas anticipé l'application des normes et interprétations effectives après le 31 décembre 2018 et publiées avant l'autorisation de publication des états financiers consolidés.

Au 1er janvier 2018, le Groupe a adopté les modifications suivantes qui n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe.

- Amendements à IFRS 4 « Contrats d'assurance » :

L'amendement publié le 12 septembre 2016, propose deux approches (superposition et une approche différée) afin de remédier à la volatilité temporaire des résultats publiés due à la différence de temps entre la mise en œuvre de IFRS 9 et IFRS 17 « Contrats d'assurance » qui remplacera IFRS 4. Ces amendements à IFRS 4 complètent les options existantes de la norme à utiliser pour faire face à la volatilité temporaire.

- L'interprétation IFRIC 22 « Opérations en devises et paiements d'avance » :

La norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » précise le cours de change à utiliser pour enregistrer une transaction en monnaie étrangère lors de sa comptabilisation initiale dans la monnaie fonctionnelle de l'entité. Mais la norme ne traite pas de la question du cours de change à retenir lorsqu'un paiement anticipé a été effectué. Selon cette interprétation, en cas d'avances multiples, le cours de change doit être déterminé pour chaque transaction de paiement ou encaissement.

Nouvelles normes IFRS et amendements applicables à partir de 2019

- IFRS 16 « Contrats de location » :

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 « Contrats de location » qui remplacera IAS 17 « Contrats de location ». Cette nouvelle norme indique comment reconnaître, mesurer et présenter les contrats de location et les informations liées à fournir. La norme fournit un modèle de comptabilisation unique pour les preneurs, en exigeant de comptabiliser un droit d'utilisation à l'actif et une dette financière pour tous les contrats de location, sauf ceux dont la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou dont l'actif sous-jacent a une faible valeur. Cette norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 ; l'application anticipée est autorisée si IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients » a également été appliquée. Un examen et une évaluation des contrats de location du Groupe indiquent que la plupart de ces contrats répondront à la définition d'un contrat de location selon IFRS 16. Le Groupe appliquera l'approche de transition rétrospective modifiée et ne retraitera donc pas, les données comparatives.

Etats financiers consolidés

Selon une évaluation détaillée de l'impact des données disponibles au 31 décembre 2018, le Groupe s'attend, au 1^{er} janvier 2019, à un impact sur les actifs liés aux contrats de location de 3,1 millions d'euros, sur les dettes liées aux contrats de location de 3,3 millions d'euros et sur les capitaux propres de 0,2 million d'euros.

- L'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » :

Le 7 juin 2017, l'IASB a publié cette interprétation qui clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation de l'impôt sur le résultat lorsqu'une incertitude existe. Cette interprétation est applicable au 1^{er} janvier 2019, avec application anticipée autorisée. Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption de cette interprétation ait un impact matériel sur les états financiers consolidés.

- Amendements à IFRS 9 « Instruments financiers » :

Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à IFRS 9 intitulé « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » pour traiter du cas fréquent d'instruments contenant une clause de paiement anticipé lorsque l'exercice de cette clause entraîne un remboursement inférieur à la somme du capital et des intérêts restant dus. Cet amendement modifie les exigences existantes d'IFRS 9 concernant les droits de résiliation afin de permettre une évaluation au coût amorti (ou, selon le modèle économique utilisé, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu) même en cas de paiements compensatoires négatifs. Cette modification entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 ; l'application anticipée est permise. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette interprétation ait une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations qui n'ont pas encore été homologués par l'Union européenne :

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 « Contrats d'assurance », qui établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats. Selon IFRS 17, la performance de l'assurance doit être évaluée à sa valeur d'exécution actuelle et offre une méthode de

mesure et de présentation plus uniforme pour tous les contrats d'assurance. IFRS 17 remplace IFRS 4 « Contrats d'assurance » et ses interprétations. Elle s'applique à compter du 1^{er} janvier 2022 et son adoption anticipée est autorisée si IFRS 15 « Produits des contrats avec des clients » et IFRS 9 « Instruments financiers » ont été appliquées. La société ne prévoit pas que l'adoption de cette interprétation aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 12 décembre 2017, l'IASB a publié les Améliorations annuelles des normes IFRS : Cycle 2015-2017 afin d'apporter des modifications aux normes suivantes :

- La norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » précise que lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise commune, elle doit réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise.
- IFRS 11 « Partenariats » précise que lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise commune, elle n'a pas à réévaluer ses intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise.
- La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » précise qu'une entité doit comptabiliser les conséquences fiscales des dividendes en résultat net, en autres éléments du résultat étendu ou en capitaux propres, là où l'entité avait initialement comptabilisé ces transactions ou événements.
- La norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » précise que, si un emprunt contracté reste dû une fois que l'actif connexe est prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit alors être traité en tant que fonds empruntés de façon générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux.

Le 7 février 2018, l'IASB a publié des modifications de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » qui précisent que le coût des services rendus et les intérêts nets pour la période qui suit la modification, la réduction ou la liquidation d'un régime doivent être déterminés à l'aide des hypothèses utilisées pour la réévaluation. En outre, IAS 19 ainsi modifiée précise l'effet d'une modification, d'une réduction ou d'une

Etats financiers consolidés

liquidation de régime sur les exigences relatives au plafond de l'actif. Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, et l'application anticipée est autorisée. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 29 mars 2018, l'IASB a publié son « Cadre conceptuel de l'information financière » révisé, qui renferme des définitions révisées d'un actif et d'un passif ainsi que de nouvelles indications sur l'évaluation, la décomptabilisation, la présentation et les informations à fournir. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de cette modification, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », relatives à la définition d'une entreprise, qui visent à résoudre les difficultés éprouvées par les entreprises à déterminer si elles ont acquis une entreprise ou un groupe d'actifs. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 31 octobre 2018, l'IASB a publié des amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » et à IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » afin de clarifier la définition de « significatif » et d'harmoniser les définitions données dans le Cadre conceptuel de l'information financière et dans les normes elles-mêmes. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications, qui entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020, aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le Groupe ne prévoit pas d'adopter par anticipation les nouvelles normes, modifications et interprétations comptables.

1.3. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euro. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (IAS 2, IAS 41), les instruments dérivés ainsi que les titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant le 31 décembre 2018 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

1.4. Principes de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinasia ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« filiales ») et ceux des entreprises où Socfinasia exerce une influence notable (« entreprises associées »), dont l'ensemble constitue le « Groupe ».

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2018 clôturent leurs comptes le 31 décembre.

a) Filiales

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de

Etats financiers consolidés

résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

b) Participations dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle Socfinasia exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais dont elle n'a pas le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique « Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence ».

La liste des filiales et entreprises associées du Groupe est présentée en note 2.

1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information

plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

1.6. Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts minoritaires, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

1.7. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

Etats financiers consolidés

1.8. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinasia et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments (voir note 1.17).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont classées en capitaux propres au poste « Ecart de conversion ». En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés :

	Taux de clôture		Taux moyen	
	2018	2017	2018	2017
1 euro est égal à :				
Riel cambodgien	4.601	4.842	4.765	4.589
Roupie indonésienne	16.581	16.247	16.804	15.200
Dollar américain	1,1450	1,1993	1,1782	1,1347

1.9. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

Etats financiers consolidés

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

1.11. Actifs biologiques

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Asie. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 « Immobilisations corporelles ».

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 « Agriculture ».

Actifs biologiques producteurs

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 25 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 25 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la troisième année après le planting des palmiers à huile et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Production agricole

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas

produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe n'évalue pas la production agricole sur pied (avant la récolte). En effet, par nature cette notion n'est pas applicable à l'hévéa dont la production agricole (latex) se trouve à l'intérieur même de l'arbre. Le Groupe estime, en outre, que la récolte sur pied des palmiers ne peut être évaluée de manière fiable, avec un degré suffisant de certitude sans engendrer des coûts disproportionnés par rapport à l'utilité de l'information ainsi recueillie.

La variation de la juste valeur est incluse dans le résultat de la période au cours de laquelle elle se produit.

1.12. Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats sont classés en location simple.

Les actifs détenus en location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs du Groupe au plus faible de la valeur actualisée des loyers minimaux et de leur juste valeur à la date de départ du contrat de location. La dette correspondante envers le bailleur est enregistrée dans l'état de la situation financière pour le même montant en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les charges financières, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la juste valeur du bien acquis, sont réparties sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice comptable.

Etats financiers consolidés

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat en question.

1.13. Dépréciation d'actifs

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est

comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

1.14. Stocks

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables. Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la note 1.11. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

1.15. Créances commerciales

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale et ne portent pas d'intérêt. Suite aux amendements à IFRS 9 « Instruments financiers », le Groupe applique une approche simplifiée et enregistre une provision pour pertes attendues sur la durée de vie des créances. Cette provision pour pertes est un montant que le Groupe considère comme une estimation fiable sur l'incapacité de ses clients à effectuer les paiements requis.

1.16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en

Etats financiers consolidés

un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

1.17. Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

- *Instruments financiers dérivés*

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- *Instruments de couverture :*

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net

dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

- *Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

Pour les exercices sous revue, les deux types d'instruments financiers dérivés ont été utilisés par le Groupe.

Prêts et emprunts

Les prêts portant des intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts et découverts portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts ré-

Etats financiers consolidés

estimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

La majorité des emprunts et dettes à long terme auprès d'établissements financiers provient d'institutions situées en Europe, c'est pourquoi le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts.

Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

Titres disponibles à la vente

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Conformément aux dispositions transitoires énoncées dans IFRS 9 « Instruments financiers », le Groupe a choisi de présenter les titres disponibles à la vente parmi les actifs financiers à la juste valeur par le biais des éléments du résultat étendu, car ces placements sont détenus à titre d'investissements stratégiques à long terme qui ne devraient pas être vendus à court terme.

Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Aucun profit ou perte lié à ces instruments ne peut être reclassé en résultat, même au moment de la décomptabilisation.

Les critères de dépréciation retenus par le Groupe, pour les titres non cotés, sont une moins-value de 40% par rapport au coût d'acquisition et une moins-value constatée sur une période de plus de 1 an.

Pour les titres cotés, une perte de valeur définitive est comptabilisée en résultat si le cours de Bourse à la clôture est inférieur de plus de 30% à son coût d'acquisition sur une période de plus de 1 an.

Autres actifs et passifs financiers

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale (coût historique) diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique « Autres charges/produits opérationnels ». Il n'y a pas de politique Groupe au niveau consolidé concernant les corrections de valeur. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux événements et au minimum annuellement.

1.18. Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

1.19. Engagements de retraite

Plans à cotisations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes

Etats financiers consolidés

de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

Plans à prestations définies

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe considère qu'il n'existe pas de marché actif d'obligations de sociétés de haute qualité ou d'Etat correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. En l'absence de données disponibles et fiables, le Groupe a décidé depuis la clôture au 31 décembre 2014 de calculer les taux d'actualisation en appliquant une approche économique qui reflète plus fidèlement la valeur de l'argent et le calendrier des versements des prestations.

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19 « Avantages du personnel ».

La version révisée d'IAS 19 impose que toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies soient comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en « Autres éléments du résultat étendu ».

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

1.20. Comptabilisation des produits

Les revenus du Groupe découlent de l'obligation de performance consistant dans le transfert de contrôle de produits dans le cadre d'arrangements. Selon ces arrangements, le transfert du contrôle et l'accomplissement de l'obligation de performance se produisent en même temps.

Le point de prise de contrôle de l'actif par le client dépend du moment où les marchandises sont mises à la disposition du transporteur ou lorsque l'acheteur prend possession des marchandises, en fonction des conditions de livraison. En ce qui concerne les activités du Groupe, les critères de comptabilisation sont généralement remplis :

- a) pour les ventes à l'exportation lorsque les produits sont mis à la disposition du transporteur ;
- b) pour les ventes locales, en fonction des conditions de livraison, soit au moment où les produits quittent ses locaux, soit lorsque le client prend possession des marchandises.

Il s'agit du moment où le Groupe a rempli ses obligations de performance. Les revenus sont évalués au prix de transaction de la contrepartie reçue ou à recevoir, montant défini selon les termes de l'arrangement conclu avec l'acheteur.

Le prix de vente est déterminé au prix du marché et dans quelques cas, le prix de vente est déterminé contractuellement à titre provisoire, sur la base d'une estimation fiable du prix de vente. Dans ce dernier cas, des ajustements de prix peuvent ensuite

Etats financiers consolidés

intervenir en fonction des mouvements entre le prix de référence et le prix final.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au fur et à mesure, en fonction de l'encours du principal et du taux d'intérêt applicable.

1.21. Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunts qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié, c'est-à-dire qui demande une longue période de préparation, doivent être incorporés dans le coût d'un actif. Toutefois, il y a une exception pour les coûts d'emprunts qui sont liés à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié évalué à la juste valeur. Ces derniers sont comptabilisés au compte de résultat.

Les autres coûts d'emprunts sont enregistrés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.22. Impôts

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

1.23. Actifs non-courants détenus pour la vente et les activités abandonnées

Ces actifs comprennent les unités génératrices de trésorerie qui ont été cédées ou qui sont détenues en vue d'être cédées.

Les actifs et passifs détenus pour la vente sont présentés séparément des autres actifs et passifs de l'état de la situation financière et sont évalués au plus faible de leur valeur nette comptable et de leur juste valeur nette des frais de cessions.

Le résultat des activités abandonnées est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

1.24. Regroupements d'entreprises

La norme IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit aux points 1.6 et 1.7.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

Etats financiers consolidés

1.25. Information sectorielle

IFRS 8 « Secteurs opérationnels » requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs.

L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

1.26. Recours à des estimations

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19, IAS 2/IAS 41, IAS 16, IAS 36 et IFRS 9.

En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production locales.

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

Etats financiers consolidés

Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)	% d'intérêt du Groupe	% de contrôle du Groupe	Méthode de consolidation (*)
	2018	2018	2018	2017	2017	2017
ASIE						
<i>Hévéa et palmier</i>						
PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO »	90,00	90,00	IG	90,00	90,00	IG
<i>Hévéa</i>						
SETHIKULA CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN-KCD CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
VARANASI CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
COVIPHAMA CO LTD	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
EUROPE						
<i>Autres activités</i>						
CENTRAGES S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
INDUSERVICES S.A.	35,00	35,00	MEE	35,00	35,00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20,00	20,00	MEE	20,00	20,00	MEE
PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A.	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SOCFIN RESEARCH S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOCFINDE S.A.	79,92	79,92	IG	79,92	79,92	IG
SODIMEX S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00	MEE
TERRASIA S.A.	47,81	47,81	MEE	47,81	47,81	MEE

(*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale, MEE : Mise En Equivalence

Etats financiers consolidés

Liste des filiales et entreprises associées

- * CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * COVIPHAMA CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- * INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- * INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- * MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- * PLANTATION NORD-SUMATRA LTD « PNS Ltd » S.A. est une société de participation financière établie à Luxembourg, détenant les participations dans PT Socfindo et dans Coviphama CO Ltd.
- * PT SOCFIN INDONESIA « SOCFINDO » est une société de droit indonésien active dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.
- * SETHIKULA CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.
- * SOCFIN CONSULTANT SERVICES « SOCFINCO » S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- * SOCFIN GREEN ENERGY S.A. est une société suisse d'étude de réalisation et de maintenance d'unités de production d'énergie.
- * SOCFIN RESEARCH S.A. est une société suisse de recherche et d'étude de projets agronomiques.
- * SOCFIN-KCD CO LTD est une société de droit cambodgien active dans l'hévéa.
- * SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.
- * SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- * SODIMEX S.A. est une entreprise belge active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- * SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- * TERRASIA S.A. est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- * VARANASI CO LTD est une société de droit cambodgien attributaire d'une concession de terrains agricoles.

Etats financiers consolidés

Note 3. Ecart d'acquisition

	2018	2017
	EUR	EUR
Juste valeur au 1er janvier	0	6.084.348
Réductions de valeur (note 23)	0	-6.084.348
Juste valeur au 31 décembre	0	0

Note 4. Immobilisations incorporelles

EUR	Concessions et brevets	Logiciels	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017	64.093	1.443.629	1.507.722
Acquisitions de l'exercice	295	237.707	238.002
Sorties de l'exercice	0	-7.721	-7.721
Ecart de conversion	-7.778	-200.055	-207.833
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017	56.610	1.473.560	1.530.170
Amortissements au 1er janvier 2017	-63.259	-1.070.497	-1.133.756
Amortissements de l'exercice	-904	-188.081	-188.985
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	7.721	7.721
Ecart de conversion	7.708	148.981	156.688
Amortissements au 31 décembre 2017	-56.455	-1.101.876	-1.158.332
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	155	371.684	371.838
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018	56.610	1.473.560	1.530.170
Acquisitions de l'exercice	0	64.857	64.857
Sorties de l'exercice	-6.932	0	-6.932
Ecart de conversion	2.720	-28.817	-26.097
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018	52.398	1.509.600	1.561.998
Amortissements au 1er janvier 2018	-56.455	-1.101.876	-1.158.332
Amortissements de l'exercice	-159	-101.977	-102.136
Reprises d'amortissements de l'exercice	6.932	0	6.932
Ecart de conversion	-2.716	20.827	18.112
Amortissements au 31 décembre 2018	-52.398	-1.183.026	-1.235.424
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	0	326.574	326.574

Etats financiers consolidés

Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017	4.182.914	67.421.401	66.489.546	884.441	779.092	1.080.038	140.837.432
Acquisitions de l'exercice	566.710	1.024.274	3.636.580	189.173	5.856.794	0	11.273.531
Sorties de l'exercice	0	-69.728	-1.070.649	-47.644	0	0	-1.188.021
Reclassements vers d'autres postes	-453.237	857.513	0	4.821	-825.428	0	-416.331
Ecarts de conversion	-517.729	-8.704.701	-8.679.925	-114.740	-356.558	-138.580	-18.512.233
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017	3.778.658	60.528.759	60.375.552	916.051	5.453.900	941.458	131.994.378
Amortissements au 1er janvier 2017	-22.853	-43.760.895	-50.934.152	-622.482	0	0	-95.340.382
Amortissements de l'exercice	0	-2.602.170	-3.443.199	-109.292	0	0	-6.154.661
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	46.447	977.862	47.644	0	0	1.071.953
Ecarts de conversion	2.767	5.760.067	6.684.779	78.601	0	0	12.526.214
Amortissements au 31 décembre 2017	-20.086	-40.556.551	-46.714.710	-605.529	0	0	-87.896.876
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	3.758.572	19.972.208	13.660.842	310.522	5.453.900	941.458	44.097.502
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018	3.778.658	60.528.759	60.375.552	916.051	5.453.900	941.458	131.994.378
Acquisitions de l'exercice	630.982	1.290.326	2.376.485	1.383.563	2.994.901	0	8.676.257
Sorties de l'exercice	0	-418.546	-787.688	-637.271	0	0	-1.843.505
Reclassements vers d'autres postes	-512.614	4.866.845	2.050.624	0	-6.917.468	0	-512.613
Ecarts de conversion	158.687	-514.711	-967.333	57.376	143.944	-18.967	-1.141.004
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018	4.055.713	65.752.673	63.047.640	1.719.719	1.675.277	922.491	137.173.513
Amortissements au 1er janvier 2018	-20.086	-40.556.551	-46.714.710	-605.529	0	0	-87.896.876
Amortissements de l'exercice	0	-2.305.139	-2.120.307	-1.355.774	0	0	-5.781.220
Reprises d'amortissements de l'exercice	0	182.294	739.657	630.778	0	0	1.552.729
Ecarts de conversion	-1.053	621.299	838.985	-41.767	0	0	1.417.464
Amortissements au 31 décembre 2018	-21.139	-42.058.097	-47.256.375	-1.372.292	0	0	-90.707.903
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	4.034.574	23.694.576	15.791.265	347.427	1.675.277	922.491	46.465.610

Etats financiers consolidés

Note 6. Actifs biologiques producteurs

EUR	Palmier		Hévéa		Total
	Mature	Immature	Mature	Immature	
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2017	52.591.880	8.979.151	28.723.749	56.562.995	146.857.774
Acquisitions de l'exercice	0	4.548.503	0	4.822.447	9.370.950
Sorties de l'exercice	-726.712	0	-269.675	-89.765	-1.086.152
Reclassements vers d'autres postes	4.274.355	-3.210.078	14.906.434	-15.554.380	416.331
Ecart de conversion	-6.976.723	-1.238.377	-4.422.473	-6.300.139	-18.937.712
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2017	49.162.799	9.079.199	38.938.035	39.441.158	136.621.191
Amortissements au 1er janvier 2017	-21.580.190	0	-6.963.528	0	-28.543.718
Amortissements de l'exercice	-2.541.453	0	-1.523.280	0	-4.064.733
Reprises d'amortissements de l'exercice	554.890	0	125.567	0	680.457
Ecart de conversion	2.896.992	0	976.140	0	3.873.132
Amortissements au 31 décembre 2017	-20.669.761	0	-7.385.101	0	-28.054.862
Réductions de valeur au 1er janvier 2017	0	0	0	0	0
Réductions de valeur	0	0	0	-5.179.512	-5.179.512
Ecart de conversion	0	0	0	270.029	270.029
Réductions de valeur au 31 décembre 2017	0	0	0	-4.909.483	-4.909.483
Valeur nette comptable au 31 décembre 2017	28.493.038	9.079.199	31.552.934	34.531.675	103.656.846
Valeur d'acquisition au 1er janvier 2018	49.162.799	9.079.199	38.938.035	39.441.158	136.621.191
Acquisitions de l'exercice	0	5.115.861	0	3.513.017	8.628.878
Sorties de l'exercice	-1.080.043	0	-521.846	0	-1.601.889
Reclassements vers d'autres postes	3.194.712	-2.736.896	16.249.948	-16.195.150	512.614
Ecart de conversion	-962.016	-150.931	1.108.222	1.378.022	1.373.297
Valeur d'acquisition au 31 décembre 2018	50.315.453	11.307.233	55.774.359	28.137.046	145.534.091
Amortissements au 1er janvier 2018	-20.669.761	0	-7.385.100	0	-28.054.861
Amortissements de l'exercice	-2.393.967	0	-2.025.511	0	-4.419.478
Reprises d'amortissements de l'exercice	847.061	0	373.008	0	1.220.069
Ecart de conversion	395.622	0	55.477	0	451.099
Amortissements au 31 décembre 2018	-21.821.045	0	-8.982.126	0	-30.803.171
Réductions de valeur au 1er janvier 2018	0	0	0	-4.909.483	-4.909.483
Ecart de conversion	0	0	0	-257.193	-257.193
Réductions de valeur au 31 décembre 2018	0	0	0	-5.166.676	-5.166.676
Valeur nette comptable au 31 décembre 2018	28.494.408	11.307.233	46.792.233	22.970.370	109.564.244

Etats financiers consolidés

Note 7. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe

Dénomination de la filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2018	2017	2018	2017
<i>Production d'huile de palme et de caoutchouc</i>					
PT SOCFINDO	Indonésie	10%	10%	10%	10%

Dénomination de la filiale	Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
	2018	2017	2018	2017
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO	3.610.335	4.758.128	6.096.504	5.871.901
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement			961.110	906.093
Participations ne donnant pas le contrôle			7.057.614	6.777.994

Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes

Dénomination de la filiale	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2017	26.791.127	87.504.547	29.756.777	35.423.048
2018	20.554.537	87.566.584	20.090.790	35.262.891

Dénomination de la filiale	Produits des activités ordinaires	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
	EUR	EUR	EUR	EUR
PT SOCFINDO				
2017	160.574.544	50.289.436	50.289.436	5.525.666
2018	123.261.894	35.006.776	35.006.776	3.369.229

Etats financiers consolidés

Dénomination de la filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
	EUR	EUR	EUR	
PT SOCFINDO				
2017	72.548.756	-10.300.030	-55.256.658	6.992.067
2018	33.254.238	-10.925.687	-33.692.285	-11.363.735

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Note 8. Participations dans des entreprises associées

	2018	2017
	EUR	EUR
Valeur au 1er janvier	24.421.881	23.298.940
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	4.874.235	7.635.994
Dividendes	-7.670.517	-6.006.344
Variation de la juste valeur des titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	104.771	252.812
Autres mouvements	450.334	-759.521
Valeur au 31 décembre	22.180.704	24.421.881

	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice	Valeur mise en équivalence	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice
	2018	2018	2017	2017
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.234.659	97.156	3.312.503	103.468
Immobilière de la Pépinière S.A.	2.048.326	-118.334	2.166.048	-93.357
Induservices S.A.	79.203	2.204	76.999	3.091
Induservices FR S.A.	-497.977	-267.103	-230.874	-257.858
Management Associates S.A.	-10.229	-10.995	765	-96.829
Socfin Green Energy S.A.	651.490	102.943	548.547	141.186
Socfin Research S.A.	1.970.598	-219.755	2.190.353	-165.829
Socfinco S.A.	1.069.408	250.756	1.218.652	423.872
Socfinco FR S.A.	4.760.965	1.915.028	5.836.508	2.872.012
Sodimex S.A.	210.137	-2.400	562.537	14.857
Sodimex FR S.A.	1.739.486	605.295	1.134.191	393.440
Sogescol FR S.A.	6.683.730	2.506.230	7.377.953	4.289.019
Terrasia S.A.	240.908	13.210	227.699	8.922
TOTAL	22.180.704	4.874.235	24.421.881	7.635.994

Etats financiers consolidés

	2018		2017	
	Total de l'actif	Produits des activités ordinaires	Total de l'actif	Produits des activités ordinaires
	EUR	EUR	EUR	EUR
Centrages S.A.	3.611.666	2.660.705	3.757.033	2.838.050
Immobilière de la Pépinière S.A.	4.647.630	460.918	5.293.425	399.435
Induservices S.A.	1.631.490	6.549.500	955.570	4.990.800
Induservices FR S.A.	4.721.333	1.705.640	3.964.934	1.403.877
Management Associates S.A.	12.300.416	3.245.758	12.882.671	3.550.147
Socfin Green Energy S.A.	1.339.394	386.209	3.743.217	328.427
Socfin Research S.A.	4.362.396	170.351	4.692.854	18.498
Socfinco S.A.	2.266.813	2.145.770	2.772.986	2.719.817
Socfinco FR S.A.	10.707.280	19.990.681	12.782.720	22.143.146
Sodimex S.A.	576.266	36.601	1.458.515	1.631.031
Sodimex FR S.A.	17.154.484	24.862.029	12.273.605	16.713.468
Sogescol FR S.A.	34.878.909	238.258.853	39.434.305	292.758.398
Terrasia S.A.	506.551	76.885	476.448	76.885
TOTAL	98.704.628	300.549.900	104.488.283	349.571.979

Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthode de la mise en équivalence

Dénomination de l'entreprise associée	Etablissement principal	Principale activité	Dividendes reçus	Dividendes reçus
			2018	2017
			EUR	EUR
Socfinco FR S.A.	Suisse	Prestation de services	3.000.000	3.000.000
Sodimex S.A.	Belgique	Achat et vente de matériel	350.000	375.000
Sogescol FR S.A.	Suisse	Commerce de produits tropicaux	3.632.789	2.059.236

Etats financiers consolidés

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière

Dénomination de l'entreprise associée	Actifs courants	Actifs non-courants	Passifs courants	Passifs non-courants
2017	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	529.546	12.353.125	1.428.744	8.700.000
Socfinco FR S.A.	11.591.311	1.191.409	980.669	0
Sodimex S.A.	1.444.440	14.076	333.442	0
Sogescol FR S.A.	38.720.861	713.444	24.863.030	0
TOTAL	52.286.158	14.272.054	27.605.885	8.700.000

2018	EUR	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	624.831	11.675.585	1.534.644	8.200.000
Socfinco FR S.A.	9.763.533	943.747	1.159.735	0
Sodimex S.A.	576.266	0	155.992	0
Sogescol FR S.A.	34.123.513	755.396	21.504.904	0
TOTAL	45.088.143	13.374.728	24.355.275	8.200.000

Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat

Dénomination de l'entreprise associée	Résultat des activités poursuivies	Résultat net de l'exercice	Résultat étendu de l'exercice
2017	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	66.986	66.986	66.986
Socfinco FR S.A.	5.808.268	5.808.268	5.808.268
Sodimex S.A.	45.251	45.251	45.251
Sogescol FR S.A.	7.542.335	7.542.335	7.542.335
TOTAL	13.462.840	13.462.840	13.462.840

2018	EUR	EUR	EUR
Management Associates S.A.	-188.155	-188.155	-188.155
Socfinco FR S.A.	3.745.494	3.745.494	3.745.494
Sodimex S.A.	-4.800	-4.800	-4.800
Sogescol FR S.A.	5.379.327	5.379.327	5.379.327
TOTAL	8.931.866	8.931.866	8.931.866

Etats financiers consolidés

Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés

Dénomination de l'entreprise associée	Actif net de l'entreprise associée	Pourcentage de la participation du Groupe	Autres ajustements IFRS	Valeur comptable de la participation du Groupe
	EUR		EUR	EUR
2017				
Management Associates S.A.	2.753.927	20%	-550.020	765
Socfinco FR S.A.	11.802.051	50%	-64.518	5.836.508
Sodimex S.A.	1.125.074	50%	0	562.537
Sogescol FR S.A.	14.571.275	50%	92.316	7.377.953
TOTAL	30.252.327		-522.222	13.777.763

2018	EUR		EUR	EUR
Management Associates S.A.	2.565.772	20%	-523.383	-10.229
Socfinco FR S.A.	9.547.545	50%	-12.808	4.760.965
Sodimex S.A.	420.274	50%	0	210.137
Sogescol FR S.A.	13.374.005	50%	-3.273	6.683.730
TOTAL	25.907.596		-539.464	11.644.603

Il n'y a pas d'écarts d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement

	2018	2017
	EUR	EUR
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	466.372	556.935
Quote-part du Groupe dans le résultat étendu total	466.372	556.935
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	10.536.101	10.644.118

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2018 et 2017 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

Etats financiers consolidés

Note 9. Titres disponibles à la vente

* Titres disponibles à la vente

	2017
	EUR
<i>Juste valeur au 1er janvier</i>	776.577
Variation de la juste valeur (*)	-40.804
Variation de périmètre	-1
<i>Juste valeur au 31 décembre</i>	735.772

(*) La variation de la juste valeur des titres disponibles à la vente est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu.

* Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu

	2018
	EUR
<i>Juste valeur au 1er janvier</i>	735.772
Variation de la juste valeur	-68.324
<i>Juste valeur au 31 décembre</i>	667.448

EUR	Evaluation au coût (historique)		Evaluation à la juste valeur	
	2018	2017	2018	2017
Titres disponibles à la vente	0	519.117	0	735.772
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	519.117	0	667.448	0

Note 10. Impôts différés

* Composants des actifs d'impôts différés

	2018	2017
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	-2.681.426	-1.849.811
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-2.287.177	-1.512.884
IAS 19 : Engagements de retraites	8.815.723	8.855.762
IAS12 : Latences fiscales	5.601	0
<i>Situation au 31 décembre</i>	<i>3.852.721</i>	<i>5.493.067</i>

Etats financiers consolidés

* Composants des passifs d'impôts différés

	2018	2017
	EUR	EUR
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	49.965	816
IAS 16 : Immobilisations corporelles	55.438	52.679
IAS 39 : Titres disponibles à la vente	40.169	58.671
Autres	0	-34
Situation au 31 décembre	145.572	112.132

* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Socfinasia S.A. dispose de pertes fiscales récupérables de 14,6 millions d'euros et PNS Ltd S.A. de 9,2 millions d'euros. Ces latences fiscales n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Note 11. Stocks

* Valeur comptable des stocks par catégorie

	2018	2017
	EUR	EUR
Matières premières	566.031	238.849
Consommables	4.716.887	3.922.305
Produits en cours de fabrication	11.190.631	6.985.573
Produits finis	5.140.423	3.670.859
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	21.613.972	14.817.586
Réductions de valeur sur stocks	-339.670	-108.912
Total net au 31 décembre	21.274.302	14.708.674

Etats financiers consolidés

* Réconciliation des stocks

	2018	2017
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	14.817.586	20.540.882
Variation de stocks	3.391.800	-890.531
Juste valeur de la production agricole	3.578.215	-2.428.108
Ecart de conversion	-173.629	-2.404.657
Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur	21.613.972	14.817.586
Réductions de valeur sur stocks	-339.670	-108.912
Total net au 31 décembre	21.274.302	14.708.674

* Quantité des stocks par catégorie

2017	Matières premières	Produits en cours de fabrication	Produits finis
Palmiers (en tonnes)	0	0	2.713
Hévéa (en tonnes)	136	0	2.035
Autres (en unités)	0	12.205.917	266.976
2018			
Palmiers (en tonnes)	0	0	7.389
Hévéa (en tonnes)	369	0	2.794
Autres (en unités)	0	17.333.173	621.811

Etats financiers consolidés

Note 12. Créances commerciales (actifs courants)

	2018	2017
	EUR	EUR
Créances commerciales	1.365.938	1.782.788
Avances et acomptes versés	2.075.467	1.781.977
Total net au 31 décembre	3.441.405	3.564.765

Note 13. Autres créances (actifs courants)

	2018	2017
	EUR	EUR
Créances sociales	3.954	6.358
Autres créances (*)	104.315.655	95.033.262
Comptes de régularisation	1.864	3.768
Valeur au 31 décembre	104.321.473	95.043.388

(*) Les « Autres créances » sont essentiellement composées de créances liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 103,9 millions d'euros (94,5 millions d'euros en 2017).

Etats financiers consolidés

Note 14. Actifs et passifs d'impôts exigibles

* Composants des actifs d'impôts exigibles

	2018	2017
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	956.025	533.611
Produit d'impôts	0	971
Autres impôts	1.808	0
Impôts payés ou récupérés	124.584	485.678
Ecart de conversion	49.663	-64.235
Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	1.132.080	956.025

* Composants des passifs d'impôts exigibles

	2018	2017
	EUR	EUR
<i>Situation au 1er janvier</i>	7.893.688	4.573.302
Charge d'impôts	21.858.123	26.494.317
Impôts payés ou récupérés	-27.446.405	-22.416.314
Régularisations d'impôts	0	-205.538
Ecart de conversion	-139.815	-552.079
Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre	2.165.591	7.893.688

Etats financiers consolidés

Note 15. Trésorerie et équivalents de trésorerie

* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

	2018	2017
	EUR	EUR
Comptes à vue	18.212.041	50.568.114
Total au 31 décembre	18.212.041	50.568.114

* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

	2018	2017
	EUR	EUR
Comptes à vue	18.212.041	50.568.114
Total au 31 décembre	18.212.041	50.568.114

Note 16. Capital

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 24,5 millions d'euros au 31 décembre 2018 (25 millions d'euros au 31 décembre 2017).

Au 31 décembre 2018, le capital est représenté par 19.594.260 actions.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions (soit 2,27% du capital) ont été annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire.

A ce jour, les démarches auprès de la Caisse de consignation sont en cours.

	Actions ordinaires	
	2018	2017
Nombre d'actions au 31 décembre	19.594.260	20.050.000
Nombre d'actions émises entièrement libérées sans désignation de valeur nominale	19.594.260	20.050.000

Note 17. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

Etats financiers consolidés

Note 18. Engagements de retraites

Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi

Le Groupe accorde un plan de retraite à prestations définies au personnel de sa filiale en Indonésie. Cette dernière verse des indemnités qui sont payables en cas de retraite ou de démission volontaire. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service.

Le plan est régi sur base du contrat de travail pour les employés et sur base de la convention collective pour les ouvriers. Il est conforme à la loi sur le travail en vigueur dans le pays.

Les prestations payables au personnel ne sont pas financées par un actif spécifique en contrepartie de la provision.

	2018	2017
	EUR	EUR
Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Valeur actualisée des obligations	35.262.891	35.423.048
Montant net comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies		
	35.262.891	35.423.048
Composantes de la charge nette		
Coûts des services rendus	2.075.266	2.496.520
Coûts financiers	2.589.873	2.115.423
Coûts des régimes à prestations définies	4.665.139	4.611.943
Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière		
Au 1er janvier	35.423.048	37.877.585
Coûts selon le compte de résultat	4.665.139	4.611.943
Cotisations	-2.822.668	-2.843.639
Ecart actuariel de l'année reconnu dans les autres éléments du résultat étendu	-1.296.331	802.959
Ecart de conversion	-706.297	-5.025.800
Au 31 décembre	35.262.891	35.423.048

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en février 2019.

Etats financiers consolidés

Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu

	2018	2017
	EUR	EUR
Ajustements des passifs liés à l'expérience	-2.544.188	4.696.676
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	3.840.519	-5.499.635
Ecarts actuariels reconnus durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu	1.296.331	-802.959

Hypothèses actuarielles d'évaluation

	2018	2017
ASIE		
Taux d'actualisation moyen	8,16%	6,80%
Rendements à long terme attendus des actifs des régimes	N/A	N/A
Augmentations futures des salaires	7,00%	7,00%

Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies

Le tableau ci-dessous indique la valeur actualisée des obligations lorsque les principales hypothèses sont modifiées

	2018	2017
	EUR	EUR
Taux d'actualisation		
Augmentation de 0,5%	33.938.149	33.240.302
Diminution de 0,5%	36.774.718	36.119.547
Augmentations futures attendues des salaires		
Augmentation de 0,5%	36.812.077	36.093.755
Diminution de 0,5%	33.885.490	33.242.035

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs

	2019	2018
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	2.806.591	3.233.994

	2018	2017
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	15,7	16,0

Etats financiers consolidés

Note 19. Autres dettes

	2018	2017
	EUR	EUR
Dettes sociales	534.546	434.847
Autres dettes (*)	30.366.179	45.142.785
Comptes de régularisation	14.270.102	18.150.572
Total au 31 décembre	45.170.827	63.728.204
Dont dettes courantes	45.170.827	63.728.204

(*) Les « Autres dettes » sont principalement composées de dettes liées au cash pooling chez Socfinde S.A. pour 25,7 millions d'euros (33,3 millions d'euros en 2017).

Note 20. Instruments financiers

2017	Prêts et emprunts	Titres disponibles à la vente (*)	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres disponibles à la vente	0	735.772	0	735.772	0	0
Avances à long terme	2.071.686	0	66.103	2.137.789	2.071.686	66.103
Autres actifs non-courants	8.700.000	0	0	8.700.000	8.700.000	0
Créances commerciales	0	0	3.564.765	3.564.765	0	3.564.765
Autres créances	0	0	95.043.387	95.043.387	0	95.043.387
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	50.568.114	50.568.114	0	50.568.114
Total actifs	10.771.686	735.772	149.242.369	160.749.827	10.771.686	149.242.369
Passifs						
Dettes commerciales (courants)	0	0	3.398.812	3.398.812	0	3.398.812
Autres dettes (courants)	0	0	63.728.205	63.728.205	0	63.728.205
Total passifs	0	0	67.127.017	67.127.017	0	67.127.017

2017	Juste valeur			TOTAL
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Titres disponibles à la vente	0	0	735.772	735.772

(*) Variations comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu.

Etats financiers consolidés

2018	Prêts et emprunts	Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	Autres actifs et passifs financiers	TOTAL	Prêts et emprunts	Autres actifs et passifs financiers
EUR	au coût	à la juste valeur	au coût		à la juste valeur	à la juste valeur
Actifs						
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	667.448	0	667.448	0	0
Avances à long terme	2.656.455	0	87.116	2.743.571	2.656.455	87.116
Autres actifs non-courants	8.200.000	0	0	8.200.000	8.200.000	0
Créances commerciales	0	0	3.441.405	3.441.405	0	3.441.405
Autres créances	0	0	104.321.473	104.321.473	0	104.321.473
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	18.212.041	18.212.041	0	18.212.041
Total actifs	10.856.455	667.448	126.062.035	137.585.938	10.856.455	126.062.035
Passifs						
Dettes commerciales (courants)	0	0	3.681.819	3.681.819	0	3.681.819
Autres dettes (courants)	0	0	45.170.827	45.170.827	0	45.170.827
Total passifs	0	0	48.852.646	48.852.646	0	48.852.646
2018						
	Juste valeur					
EUR	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL		
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	667.448	667.448		

Etats financiers consolidés

Note 21. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	2018	2017
Directeurs	191	198
Employés	2.462	2.285
Ouvriers (y compris saisonniers)	8.232	8.550
TOTAL	10.885	11.033

<i>Frais de personnel</i>	2018	2017
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Rémunérations	34.118.757	36.961.793
Charges sociales et charges liées aux retraites	2.164.755	2.560.598
Total au 31 décembre	36.283.512	39.522.391

Note 22. Dotations aux amortissements et pertes de valeur

	2018	2017
	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
Dotations aux amortissements		
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	102.136	188.985
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 5)	5.781.220	6.154.661
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	4.419.478	4.064.733
Pertes de valeur		
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	0	5.179.512
Total au 31 décembre	10.302.834	15.587.891

Note 23. Dépréciations d'actifs

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

En outre, à chaque date de clôture le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Écart d'acquisition

La valeur recouvrable de l'écart d'acquisition est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes du business plan de Coviphama Co Ltd approuvé par la Direction locale qui couvre une période allant jusqu'à 30 ans. Cette relative longue période du business plan s'explique par la spécificité de l'activité du Groupe qui est basée sur des rendements et des prédictions à très long terme. En effet, l'exploitation d'hévéas a une durée de vie économique relativement longue et prévisible.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2017 se situe entre 10,40% et 12,40%. Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

En 2017, le taux de croissance à long terme utilisé a été fixé entre 1,80% et 3,80%. Il est représentatif d'une moyenne de l'inflation observée au Cambodge depuis 5 ans et reflète la tendance d'évolution du coût de la vie à long terme.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- flux de trésorerie issus des budgets préparés par la Direction locale sur une durée relativement longue (30 ans), respectant ainsi les spécificités de l'activité de plantation d'hévéas,
- changements liés au taux d'actualisation et
- hypothèses concernant le taux de croissance à long terme utilisé pour extrapoler les flux de trésorerie sur la période non couverte par le business plan.

Hypothèses retenues concernant le business plan

Les business plans sont mis à jour annuellement et fournissent une évaluation des développements attendus sur une relativement longue période de plusieurs dizaines d'années (environ 30 ans après l'année d'établissement du plan).

Les business plans reflètent les hypothèses ainsi que les projections les plus récentes des tendances du marché et du secteur économique dans lequel l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») évolue.

Ils prennent notamment en compte les facteurs suivants :

- les prévisions de développement des ventes en termes de prix et de quantité basées sur des hypothèses raisonnables et supportables sur le long terme et
- tout changement dans le cycle des dépenses d'investissements que ce soit des investissements agricoles (tels que les futurs besoins en terrain), ou encore des investissements industriels, ou tout changement dû à d'éventuelles pertes de valeur ou à des dommages physiques.

Sensibilité du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation reflète les estimations du Groupe concernant les risques spécifiques à l'UGT. Le Groupe utilise un coût moyen pondéré du capital avant impôts comme taux d'actualisation pour l'entité.

Le taux reflète les taux d'intérêts du marché sur les obligations à vingt ans sur un marché de référence, ajusté ensuite par la structure du capital de l'entreprise, ainsi que d'autres facteurs très spécifiques à l'UGT tel que le risque lié au pays dans lequel l'entité est établie.

Sensibilité du taux de croissance à long terme servant de base à l'extrapolation des flux de trésorerie au-delà de la période couverte par le business plan

Le taux de croissance à long terme est déterminé à partir de l'expérience du Groupe concernant le potentiel commercial du secteur d'activité dans lequel il opère. Ce taux dépend également des prévisions de développement sur le marché.

Dans le cadre de la procédure standard de test de perte de valeur des actifs, le Groupe évalue l'impact

Etats financiers consolidés

que peut avoir le changement de taux d'actualisation et le changement de taux de croissance sur l'excès de valeur ou sur le déficit selon le cas de figure.

Les taux d'actualisation et les valeurs terminales sont simulés en faisant varier de 1% en dessous et au-dessus des valeurs de base.

De cette manière, une matrice d'évaluation de l'UGT est générée et révèle la sensibilité de la valeur d'utilité aux pertes de valeur potentielles.

Actifs biologiques producteurs

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Le taux d'actualisation avant impôts en 2018 se situe entre 8,8% et 10,9%. Le Groupe n'a pas calculé de taux d'actualisation pour la clôture 2017. Ce taux reflète les taux d'intérêts du marché, la structure du capital de l'entreprise en prenant en compte son secteur opérationnel et le profil de risque spécifique de l'activité.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation calculés sur base de la même méthode que celle utilisée pour les écarts d'acquisition.

Evolution des marges réalisées

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées

par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Test de perte de valeur

Les tests de dépréciation de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des UGT dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité,
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

D'après la norme IAS 36.130d, l'UGT est composée du secteur opérationnel de chaque entité. En effet, les décisions de gestion de l'activité ordinaire, telles que les ventes, les achats, le planting, le replanting et la gestion des ressources humaines sont prises directement au niveau de la société elle-même, de manière indépendante des autres sociétés du Groupe opérant dans le même pays et de la même segmentation opérationnelle telle que définie par IFRS 8.

Test de perte de valeur sur les écarts d'acquisition

Le 13 août 2013, Socfinasia S.A. a acquis, à travers sa filiale Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A., 90% de la société cambodgienne Coviphama Co Ltd pour un montant de 13,3 millions d'euros.

Cette acquisition renforce les activités du Groupe au Cambodge.

Le coût de cette acquisition stratégique pour la pérennisation des opérations du Groupe dans ce pays a dégagé un écart d'acquisition de 9,8 millions d'euros.

L'UGT est composée du secteur opérationnel issu de l'acquisition de la société Coviphama Co Ltd.

Etats financiers consolidés

Au 31 décembre 2017, le test de dépréciation a montré que l'UGT testée était sujette à une perte de valeur de 11,2 millions d'euros. Cette perte de valeur avait été imputée sur la valeur résiduelle de l'écart d'acquisition à hauteur de 6 millions d'euros (note 3) et sur les actifs biologiques à hauteur de 5,2 millions d'euros (note 6).

Test de perte de valeur sur les actifs biologiques producteurs

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1ère position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue l'indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Sur base de ces critères, pour le secteur Hévéa, le tassement des cours observés durant l'exercice 2018 ne dépasse pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années. Pour le secteur Palmier, le tassement des cours dépasse ce même seuil de 15%.

A la place des cours de clôture, le groupe envisage également une hypothèse de moyenne des cours sur les 6 mois précédant la clôture ainsi qu'une hypothèse d'une moyenne sur les 12 derniers mois pour éviter les variations saisonnières de l'offre des matières premières sur les cours.

Au 31 décembre 2018, l'analyse de ces indices de perte de valeur, sur base de ces 2 dernières hypothèses, conduit à une conclusion identique, pour le secteur Hévéa.

Au vu de l'existence d'indice de perte de valeur pour le secteur Palmier, les tests de dépréciation ont montré que les UGT testées ne devaient pas subir de dépréciation.

Au 31 décembre 2018, les pertes de valeurs cumulées concernent uniquement Coviphama pour 5,2 millions d'euros.

Etats financiers consolidés

Note 24. Autres produits financiers

	2018	2017
	EUR	EUR
<i>Sur actifs/passifs courants</i>		
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	731.175	642.996
Gains de change	2.639.959	836.308
Autres	505.348	981.611
Total au 31 décembre	3.876.482	2.460.915

Note 25. Charges financières

	2018	2017
	EUR	EUR
<i>Sur actifs/passifs non-courants</i>		
Intérêts et charges financières	69.212	26.887
<i>Sur actifs/passifs courants</i>		
Intérêts et charges financières	2.384.365	5.095.253
Pertes de change	84.466	0
Autres	2.218.689	4.901.595
Total au 31 décembre	2.453.577	5.122.140

Etats financiers consolidés

Note 26. Charge d'impôts

* Composants de la charge d'impôts

	2018	2017
	EUR	EUR
Charge d'impôts exigibles	13.126.112	17.653.396
Charge d'impôts différés	1.232.679	-1.772.530
Charge d'impôts au 31 décembre	14.358.791	15.880.866

* Composants de la charge d'impôts différés

	2018	2017
	EUR	EUR
IAS 12 : Latences fiscales	192.779	0
IAS 19 : Engagements de retraites	-460.618	-884.152
IAS 2/IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	904.768	-631.446
IAS 39 / IFRS 9 : Contrats de change à terme	0	-26.351
IAS 16 : Immobilisations corporelles	595.716	-309.560
Autres	34	78.979
Charge d'impôts différés au 31 décembre	1.232.679	-1.772.530

Etats financiers consolidés

* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice

	2018	2017
	EUR	EUR
Résultat avant impôts des activités poursuivies	39.084.026	37.399.154
Taux d'imposition normal de la société mère	26,01%	27,08%
Taux d'imposition normal des filiales	de 20 à 26,01 %	De 20 à 27,08%
Impôts au taux normal d'imposition des filiales	9.765.354	9.316.917
Impôts non provisionnés	2.157	1.337.406
Revenus définitivement taxés	1.799	0
Mesures favorables à l'investissement	-520.068	-455.246
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	505.237	197.080
Revenus non imposables	-125.522	-244.522
Dépenses non déductibles	1.581.013	3.430.290
Déficits à reporter	2.403.081	4.561.009
Autres avantages fiscaux	0	-2.032.543
Ajustements divers	745.740	-229.525
Charge d'impôts au 31 décembre	14.358.791	15.880.866

* Changement de taux des filiales

Suite à la réforme de 2017, le taux d'imposition de Socfinasia et des filiales luxembourgeoises est passé de 29,22% à 27,08% en 2017 et à 26,01% en 2018.

Etats financiers consolidés

Note 27. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions (soit 2,27% du capital) ont été annulées, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire.

A ce jour, les démarches auprès de la Caisse de consignation sont en cours.

	2018	2017
Résultat net (en euro)	25.924.113	24.750.531
Nombre moyen d'actions	19.594.260	19.594.260
Résultat net par action non dilué (en euro)	1,32	1,26

Note 28. Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 28 mai 2019, le paiement d'un dividende total de 0,90 euro par action. Il est rappelé qu'un acompte sur le dividende de l'exercice 2018 d'un montant de 0,40 euro par action a été versé en novembre 2018. Un solde de 0,50 euro pour un

montant total de 9,8 millions d'euros reste donc à payer. Ce solde tient compte de l'annulation de 455.740 titres conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur. Les tantièmes, quant à eux, devraient s'élever à 2 millions d'euros.

Note 29. Informations relatives aux parties liées

* Rémunérations allouées aux administrateurs

	2018	2017
	EUR	EUR
Avantages à court terme	7.119.847	7.832.438
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Paiement fondé sur les actions	0	0

Etats financiers consolidés

* Transactions relatives aux autres parties liées

2017				
EUR	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	232.500	0	232.500
Autres actifs non-courants	0	8.700.000	0	8.700.000
	0	8.932.500	0	8.932.500
Actifs courants				
Créances commerciales	0	1.884.104	29.244	1.913.348
Autres créances (note 13)	0	2.483.303	92.017.414	94.500.717
	0	4.367.407	92.046.658	96.414.065
Passifs courants				
Dettes commerciales	0	396.898	0	396.898
Autres dettes (note 19)	12.205.692	16.540.983	5.208.599	33.955.274
	12.205.692	16.937.881	5.208.599	34.352.172
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	22.388.654	542.217	22.930.871
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	7.460.465	0	7.460.465
Produits financiers	0	36.096	451.609	487.705
Charges financières	0	23.417	3.468	26.885

Etats financiers consolidés

2018				
EUR	Société mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
Actifs non-courants				
Avances à long terme	0	232.500	0	232.500
Autres actifs non-courants	0	8.200.000	0	8.200.000
	0	8.432.500	0	8.432.500
Actifs courants				
Créances commerciales	0	1.131.025	31.248	1.162.273
Autres créances (note 13)	0	4.735.570	99.133.560	103.869.130
	0	5.866.595	99.164.808	105.031.403
Passifs courants				
Dettes commerciales	0	964.999	0	964.999
Autres dettes (note 19)	8.745.149	9.616.531	1.303.800	19.665.480
	8.745.149	10.581.530	1.303.800	20.630.479
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES				
Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	14.269.338	103.996	14.373.334
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	7.539.132	1.953	7.541.085
Produits financiers	2.841	57.312	548.628	608.781
Charges financières	0	43.978	25.233	69.211

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

Aucune transaction significative n'a été enregistrée avec la maison mère Socfin à l'exception du paiement des dividendes par Socfinasia S.A. pour un montant de 11,3 millions d'euros en 2017 et de 10,2 millions d'euros en 2018.

Les transactions relatives aux autres parties liées sont réalisées avec la société Socfinde S.A., société de droit luxembourgeois, faisant partie du périmètre consolidé.

Socfinde présente une créance de 99,1 millions d'euros envers Socfinaf. Cette créance porte un intérêt annuel au taux Euribor 1 mois +0,5%. Les intérêts sont stipulés payables mensuellement à terme échu. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2018 est de 0,5 million d'euros. Au 31 décembre 2018, le solde restant dû s'élève à 99,1 millions d'euros.

Au 31 décembre 2018, Socfinde présente une dette de 1,3 millions d'euros envers Safa. Cette dette porte un intérêt annuel au taux Euribor 1 mois x 85% avec un taux plancher à 0%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2018 est nul.

Etats financiers consolidés

Note 30. Concessions de terrains agricoles

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques producteurs. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée
SETHIKULA CO LTD	2010	99 ans	4.273
VARANASI CO LTD	2009	70 ans	2.386
COVIPHAMA CO LTD	2008	70 ans	5.345
PT SOCFINDO	1995/2017	25 à 35 ans	48.057

Note 31. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Indonésie, Cambodge et Europe.

Les produits du secteur opérationnel Indonésie proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Cambodge proviennent exclusivement des ventes de caoutchouc, ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des

plantations et la commercialisation des produits hors Groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

Etats financiers consolidés

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2017

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-3 951 455
Cambodge	1 022 612	0	-763 324
Indonésie	160 548 269	0	66 810 540
TOTAL	161 570 881	0	62 095 761
Juste valeur de la production agricole			-2 524 726
Autres retraitements IFRS			602 219
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-19 821 103
Produits financiers			2 490 887
Charges financières			-5 443 884
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			7 635 994
Impôts			-15 880 866
Résultat net de l'exercice			29 154 282

* Résultat sectoriel au 31 décembre 2018

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel
Europe	0	0	-4.481.847
Cambodge	2.031.754	0	-2.115.987
Indonésie	123.261.893	0	47.218.848
TOTAL	125.293.647	0	40.621.014
Juste valeur de la production agricole			3.666.484
Autres retraitements IFRS			-972.248
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)			-5.386.751
Produits financiers			3.908.737
Charges financières			-2.753.210
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées			4.874.235
Impôts			-14.358.791
Résultat net de l'exercice			29.599.470

Etats financiers consolidés

* Total des actifs sectoriels

	2018	2017
	EUR	EUR
Europe	13.822.417	34.216.732
Cambodge	69.344.606	61.220.707
Indonésie	98.575.369	106.557.232
Total au 31 décembre	181.742.392	201.994.671
IFRS 3 : Juste valeur des actifs biologiques producteurs	277.190	263.395
IAS 2/IAS 41 : Production agricole	10.975.526	7.403.322
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	6.289.068	7.306.351
Total des actifs sectoriels consolidés	199.284.176	216.967.739

Les actifs sectoriels ne font pas partie du reporting interne, ils sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques producteurs, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS.

* Total des passifs sectoriels

	2018	2017
	EUR	EUR
Europe	110.194.088	116.335.920
Cambodge	928.701	617.696
Indonésie	18.076.267	22.308.881
Total au 31 décembre	129.199.056	139.262.497
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-80.346.410	-73.546.994
Total des passifs sectoriels consolidés	48.852.646	65.715.503

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2017

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	295	6.202.207	4.134.884	10.337.386
Indonésie	237.707	5.071.324	5.236.066	10.545.097
TOTAL	238.002	11.273.531	9.370.950	20.882.483

Etats financiers consolidés

* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2018

EUR	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Actifs biologiques producteurs	TOTAL
Cambodge	0	3.455.195	2.786.267	6.241.462
Indonésie	64.857	5.221.062	5.842.611	11.128.530
TOTAL	64.857	8.676.257	8.628.878	17.369.992

* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes

	2018	2017
	EUR	EUR
Palmier	98.390.076	127.454.344
Hévéa	17.364.984	25.034.180
Autres produits agricoles	9.538.587	9.082.357
TOTAL	125.293.647	161.570.881

* Information par zones géographiques

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients

EUR		2017			
Origine	Implantation	Europe	Afrique	Asie	TOTAL
		Asie	22.362.380	579.778	138.628.723

EUR		2018			
Origine	Implantation	Europe	Afrique	Asie	TOTAL
		Asie	14.269.338	388.969	110.635.340

Note 32. Gestion des risques

Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires.

Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

Risque potentiel :

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement, ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

Risque de marché

** Risque de prix sur les marchés des matières premières*

Risque potentiel :

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières.

Gestion du risque et opportunités :

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

** Risque de devises étrangères*

Risque potentiel :

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

Gestion du risque et opportunités :

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, du moins en ce qui concerne les emprunts hors Groupe.

Etats financiers consolidés

* *Risque de taux d'intérêts*

Risque potentiel :

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

Gestion du risque et opportunités :

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

Risque de crédit

Risque potentiel :

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

Gestion du risque et opportunités :

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Risque de liquidité

Risque potentiel :

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque

est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

Gestion du risque et opportunités :

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Risque lié aux marchés émergents

Risque potentiel :

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

Gestion du risque et opportunités :

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement. La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

Risque d'expropriation

Risque potentiel :

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

Etats financiers consolidés

Gestion du risque et opportunités :

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

Risque de crédibilité

Risque potentiel :

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

Gestion du risque et opportunités :

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le rapport annuel de développement durable disponible sur demande au siège du Groupe.

Sensibilité aux risques

*** Risque de change**

Les ventes locales de 107,5 millions d'euros en 2018 sont réalisées dans la monnaie locale. Les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar. Dans

le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat.

L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0,6 million d'euros.

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 12 millions de dollars au 31 décembre 2018. Celle-ci est destinée notamment à couvrir les investissements en dollar de l'exercice à venir.

PT Socfindo rapporte une position nette (créances et dettes) de 1,1 million de dollars.

*** Risque de taux d'intérêts**

En dehors des éventuels découverts bancaires à court terme, il n'y a pas d'emprunt à taux variable.

*** Risque de crédit**

Les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent respectivement à 1,1 million d'euros et 2,3 millions d'euros. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme brute est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation de l'huile de palme raffinée et du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

Les créances commerciales échues sont non significatives.

	2018	2017
	EUR	EUR
Créances commerciales	3.441.405	3.564.765
Autres créances	104.321.473	95.043.388
Total net des créances	107.762.878	98.608.153
Montant non échu	107.762.878	98.608.153
Total net des créances	107.762.878	98.608.153

*** Risque de liquidité**

L'exposition du Groupe au risque de liquidité est mentionnée à la note 15.

Etats financiers consolidés

Note 33. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Asie du Sud-Est.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans certains de ces pays, ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux changements politiques et économiques.

Note 34. Evènements postérieurs à la date de clôture

Dans le cadre de la loi du 28 juillet 2014 sur l'immobilisation des titres aux porteurs, Socfinasia a annulé 455.740 actions. Le montant total de l'indemnisation des anciens actionnaires s'élève à 5,5 millions d'euros.

A ce jour, la Caisse de consignation n'a pas encore ouvert de dossier de consignation.

Note 35. Honoraires du Réviseur d'entreprises agréé

	2018	2017
	EUR	EUR
Audit (TVAC)	100.090	93.070

Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 28 mai 2019

Mesdames, Messieurs

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société au 31 décembre 2018.

Activités

La Société détient pour l'essentiel des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Asie du Sud-Est dans les secteurs de production du caoutchouc et de l'huile de palme.

Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2018	2017
PRODUITS		
Produits des immobilisations financières	30,1	47,9
Produits des éléments financiers de l'actif circulant	0,0	0,1
Total des produits	30,1	48,0
CHARGES		
Autres charges externes	3,7	3,3
Intérêts et autres charges financières	0,8	2,3
Impôts	0,8	0,1
Total des charges	5,3	5,7
BENEFICE DE L'EXERCICE	24,8	42,3

Au 31 décembre 2018, les produits des immobilisations financières s'élèvent donc à 30,1 millions d'euros contre 47,9 millions d'euros en 2017. La baisse constatée provient pour l'essentiel de la diminution des revenus en provenance d'Indonésie.

Après déduction des charges et des coûts de structure, le bénéfice de l'exercice s'établit à 24,8 millions d'euros.

Rapport de gestion social

Bilan

Au 31 décembre 2018, le total du bilan de Socfinasia S.A. avant distribution s'établit à 410,8 millions d'euros contre 412,7 millions d'euros au 31 décembre 2017.

L'actif de Socfinasia S.A. se compose notamment de 315,6 millions d'euros d'immobilisations financières, de 84,7 millions d'euros de créances et de 10,5 millions d'euros de disponibilités.

Les fonds propres, avant affectation du solde de dividendes, s'élèvent à 406,6 millions d'euros.

Portefeuille

Mouvements

Aucun mouvement de portefeuille n'a été effectué au cours de l'exercice 2018.

Evaluation

Les plus-values latentes sur le portefeuille des participations sont estimées à 68,1 millions d'euros au 31 décembre 2018 contre 50,1 millions d'euros à la fin de l'exercice précédent.

Participations

Les principales participations ont évolué comme suit durant les derniers mois :

PT Socfindo (Indonésie)

Filiale à 89,98 % de PNS Limited S.A., elle-même détenue à 99,99% par Socfinasia S.A.

Surfaces (ha) au 31/12/2018	Surface plantée		
	Mature	Immature	Totale
Hévéa	7.553	937	8.490
Palmier	34.819	4.657	39.476
Total	42.372	5.594	47.966

Chiffres-clés	Réalisé 2018	Réalisé 2017	Ecart (%)
Production (tonnes)			
Caoutchouc	12.251	13.573	-9,8
Huile de palme	194.705	196.814	-1,1
Chiffre d'affaires (000€)			
Caoutchouc	15.328	24.038	-36,2
Palmier	98.357	127.453	-22,8
Semences	9.535	9.084	5
Total	123.220	160.575	-23,2
Résultat (000€)	34.995	50.289	-30,4

Socfin-KCD Co Ltd (Cambodge) - 100% et

Coviphama Co Ltd (Cambodge) - Filiale à 100% de PNS Ltd S.A., elle-même détenue à 99,99 % par Socfinasia S.A.

La production de cette première année d'exploitation chez Socfin KCD s'élève à 2.760 tonnes de caoutchouc brut récolté et de 2.361 tonnes de caoutchouc usiné.

Chez Coviphama, les arbres atteignent progressivement leur maturité. A la fin de l'année, 16% des surfaces sont entrées en production ce qui a permis de collecter 133 tonnes de caoutchouc brut.

Rapport de gestion social

Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de EUR 24.836.323,71, augmenté du report bénéficiaire antérieur de EUR 200.282.361,63 et de la diminution de la réserve légale de EUR 56.967,50 ⁽¹⁾ forment un solde bénéficiaire de EUR 225.175.652,84 qu'il vous est proposé de répartir de la façon suivante :

Répartition bénéficiaire	EUR
Report à nouveau	205.581.392,84
du solde :	
10% au Conseil d'Administration	1.959.426,00
90% aux 19.594.260 actions	17.634.834,00
soit EUR 0,90 par action	
dont EUR 0,40 déjà versé fin 2018	225.175.652,84

Pour rappel, le dividende de l'exercice antérieur s'élevait à EUR 1,00.

(1) Suite à l'annulation des titres non immobilisés (loi du 28 juillet 2014 sur l'immobilisation des titres au porteur) et à la réduction du capital qui en a découlé, la réserve légale dépasse la limite des 10% du capital. Un excédent de 56.967,50 euros est réaffecté au report à nouveau.

Après cette répartition, l'ensemble des réserves s'élève à EUR 371.248.865,23 et se présente comme suit :

Réserves	EUR
Réserve légale	2.449.282,50
Réserve statutaire	125.993.370,46
Autres réserves	30.070.909,83
Autres réserves disponibles	7.153.909,60
Report à nouveau	205.581.392,84
	371.248.865,23

Si vous approuvez cette répartition, le coupon n° 76 de EUR 0,50 sera détachable le 11 juin 2019 et payable à partir du 13 juin 2019.

Actions propres

Au cours de l'exercice 2018, la Société n'a pas procédé à des rachats d'actions propres.

Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2018, Socfinasia n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

Rapport de gestion social

Instruments financiers

La trésorerie de Socfinasia S.A. fait apparaître une position de 12 millions de dollars au 31 décembre 2018. Celle-ci est notamment destinée à couvrir les investissements en dollar.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

Succursale

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) b) et f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 24.492.825 euros représenté par 19.594.260 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 57,79% dans le capital de Socfinasia S.A.
- Le 22/10/2018, Bolloré Participations a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 22,255% dans le capital de Socfinasia S.A., dont 17,138% via Bolloré et 5,116% via Compagnie du Cambodge.
- h) Art. 13. des statuts : « La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins.
Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.
Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».
- Art. 22. des statuts : « En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'Administrateur, il pourra être procédé provisoirement à leur remplacement en observant les formalités prévues par la loi alors en vigueur ».
- Art. 31. des statuts : « Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 450-1 et 450-8 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ».
- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil ».
- En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.
- Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi. L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 420-23 de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».

Rapport de gestion social

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

Politique de gestion responsable

Le 22 mars 2017, le Groupe a adopté sa nouvelle politique de gestion responsable. Celle-ci s'articule autour des 4 principes que sont le développement responsable, l'amélioration des pratiques de gestion, le respect des droits de l'Homme et la transparence.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2018.

Les efforts et actions entreprise par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinasia S.A. au 31 décembre 2018 avant affectation du résultat de l'exercice, mais tenant toutefois compte du paiement de l'acompte sur dividende, s'élève à 474,7 millions d'euros, soit EUR 24,23 par action contre EUR 23,04 au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action au 31 décembre 2018 s'élève à EUR 12,60 contre EUR 20,00 un an plus tôt.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Dans le cadre de la loi du 28 juillet 2014 sur l'immobilisation des titres aux porteurs, Socfinasia a annulé 455.740 actions. Le montant total de l'indemnisation des anciens actionnaires s'élève à 5,5 millions d'euros.

A ce jour la Caisse de consignation n'a pas encore ouvert de dossier de consignation.

Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Asie du Sud-Est peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

Perspectives

Le résultat de l'exercice 2019 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales ; ceux-ci ne sont pas encore fixés.

Nominations statutaires

Le mandat de Bolloré Participations S.A. vient à échéance cette année. Celle-ci ne se souhaitant pas se représenter, le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale la nomination de Monsieur Cyrille Bolloré pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2025.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre de la charte de gouvernance d'entreprise, le Conseil propose la nomination de Madame Valérie Hortefeux en tant qu'Administrateur. Madame Hortefeux répond aux critères d'indépendance.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aux actionnaires de
SOCFINASIA S.A.
4, avenue Guillaume
L - 1650 Luxembourg

RAPPORT DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de SOCFINASIA S.A. (la « Société ») comprenant le bilan au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces règlements, loi et normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont

suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Sans pour autant émettre une réserve, nous attirons l'attention sur la note 3 - « Immobilisations financières ». La société détient des participations dont les sociétés opérationnelles sont situées dans divers pays d'Asie du Sud-est et qui sont exposées aux risques de fluctuations politiques et économiques.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Evaluation des parts dans les entreprises liées

Risque identifié

Au 31 décembre 2018, la valeur nette des parts dans les entreprises liées s'élève à 293 millions d'euros et représentent 71% du total bilantaire.

Ces parts dans les entreprises liées sont comptabilisées au coût historique. Elles sont évaluées au plus bas de leur prix d'acquisition ou de la valeur estimée de réalisation par le Conseil d'Administration s'il considère que la perte de valeur sera durable.

Leur valeur estimée de réalisation est déterminée en fonction de la quote-part d'actif net statutaire ou consolidé (éventuellement ré-estimé) des entités concernées, sur leurs perspectives de rentabilité ainsi que sur l'utilité.

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

L'appréciation de la valeur estimée de réalisation de ces participations requiert l'exercice du jugement du Conseil d'Administration dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent être historiques (quote-part d'actif net statutaire ou consolidé), et/ou prévisionnels (perspectives de rentabilité) ainsi que l'utilité pour la Société.

En raison du montant significatif des parts dans les entreprises liées ainsi que du jugement nécessaire à l'estimation de leur valeur par le Conseil d'Administration, nous avons considéré l'évaluation des parts dans les entreprises liées comme un point clé de notre audit.

Réponse d'audit apportée

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs des parts dans les entreprises liées, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par le Conseil d'Administration est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés et, selon les participations concernées, à :

- apprécier, sur la base des informations fournies par le Conseil d'Administration, les méthodes de valorisation utilisées par la Société ;
- pour les évaluations reposant sur des éléments historiques :
 - apprécier les hypothèses utilisées pour déterminer l'actif net comptable réévalué ;
 - notamment à vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- pour les évaluations reposant sur les autres éléments que sur des éléments historiques :
 - réaliser une analyse sur l'évolution des données financières et non-financières des entreprises liées et de leur activité ;
 - examiner les hypothèses retenues au regard de l'environnement économique aux dates de clôture et d'établissement des comptes.

Nos travaux ont consisté également à :

- apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées aux participations ;

- vérifier le caractère approprié des informations présentées dans la note 3 « Immobilisations financières »

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport annuel incluant les rapports de gestion et de la déclaration sur le gouvernement d'entreprise mais ne comprennent pas les états financiers et nos rapports de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Nos opinions sur les états financiers ne s'étendent pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une

opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables du gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons

Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences négatives de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons été désignés en tant que réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 28 mai 2014 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 11 ans.

Le rapport de gestion est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Les informations requises par l'article 68bis paragraphe (1) lettres c) et d) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises incluses dans le rapport de gestion consolidé et présentées aux pages 35 à 36 et dans le rapport de gestion social et présentées aux pages 102 à 103 sont en concordance avec les états financiers sociaux et ont été établies conformément aux exigences légales applicables.

Nous confirmons que notre opinion d'audit est conforme au contenu du rapport complémentaire destiné au Comité d'Audit ou l'organe équivalent.

Nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par le Règlement (UE) N° 537/2014 et que nous sommes restés indépendants vis-à-vis de la Société au cours de l'audit.

Autre sujet

La déclaration sur le gouvernement d'entreprise comprend lorsqu'applicables, les informations requises par l'article 68ter paragraphe (1) points a), b), e), f) et g) de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises.

Bertrange, le 13 Mars 2019

C-CLERC S.A.
Cabinet de révision agréé

Mónika Tasi
Réviseur d'entreprises agréé

Etats financiers sociaux

1. Bilan au 31 décembre 2018

		2018	2017
ACTIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
ACTIF IMMOBILISE			
Immobilisations financières	3		
Parts dans des entreprises liées		293.247.290,73	293.247.290,73
Créances sur des entreprises liées		22.405.600,07	18.527.024,08
		315.652.890,80	311.774.314,81
ACTIF CIRCULANT			
Créances			
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	4	84.686.411,13	70.177.483,64
Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		0,00	7.236,82
		84.686.411,13	70.184.720,46
Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		10.488.084,25	30.715.958,02
		95.174.495,38	100.900.678,48
		410.827.386,18	412.674.993,29

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

		2018	2017
PASSIF	<i>Note</i>	<i>EUR</i>	<i>EUR</i>
CAPITAUX PROPRES			
	5		
Capital souscrit		24.492.825,00	25.062.500,00
Réserves			
Réserve légale		2.506.250,00	2.506.250,00
Réserve statutaire		125.993.370,46	0,00
Autres réserves, y compris la réserve de juste valeur			
Autres réserves indisponibles		0,00	125.993.370,46
Autres réserves disponibles		37.224.819,43	36.630.713,43
		165.724.439,89	165.130.333,89
Résultats reportés		200.282.361,63	179.737.441,25
Résultat de l'exercice		24.836.323,71	42.316.320,38
Acomptes sur dividendes		-8.708.560,00	-10.885.700,00
		406.627.390,23	401.360.895,52
DETTES			
	6		
Dettes envers des entreprises liées			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		628.173,00	2.096.324,82
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		3.571.822,95	9.217.772,95
		4.199.995,95	11.314.097,77
		410.827.386,18	412.674.993,29

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Etats financiers sociaux

2. Compte de pertes et profits pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018

		2018	2017
	Note	EUR	EUR
Matières premières et consommables et autres charges externes			
Autres charges externes		-3.317.683,80	-2.668.711,54
Autres charges d'exploitation		-394.084,55	-588.546,37
Produits provenant de participations			
provenant d'entreprises liées	7	30.076.037,43	47.892.293,47
Autres intérêts et autres produits financiers			
autres intérêts et produits financiers		36.998,62	85.638,31
Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant		0,00	-49.803,36
Intérêts et autres charges financières			
autres intérêts et charges financières		-789.508,11	-2.253.353,33
Impôts sur le résultat		-19.537,27	-15.101,80
Résultat après impôts sur le résultat		25.592.222,32	42.402.415,38
Autres impôts ne figurant pas ci-dessus		-755.898,61	-86.095,00
Résultat de l'exercice		24.836.323,71	42.316.320,38

Proposition de répartition bénéficiaire

	2018	2017
	EUR	EUR
Report à nouveau	205.581.392,84	200.282.361,63
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	1.959.426,00	2.177.140,00
90% aux 19.594.260 actions	17.634.834,00	19.594.260,00
	225.175.652,84	222.053.761,63
Dividende par action	EUR 0,90	EUR 1,00

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

3. Annexe aux états financiers sociaux de l'exercice 2018

Note 1. Généralités

SOCFINASIA S.A. « la Société » ci-après, a été constituée le 20 novembre 1972 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de « soparfi » le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au

Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 10534.

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Note 2. Principes, règles et méthodes comptables

Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin », la Société prépare des comptes consolidés en raison de sa cotation en Bourse de Luxembourg. Les comptes consolidés peuvent être consultés sur le site internet www.socfin.com.

Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euro (EUR) ; les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique ;

- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;

- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans les comptes de profits et pertes. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seuls les écarts de conversion négatifs sur les postes en devise sont portés au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

Etats financiers sociaux

Evaluation des immobilisations financières

Les participations et les titres ayant le caractère d'immobilisations sont évalués individuellement au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur valeur estimée par le Conseil d'Administration sans compensation entre les plus-values et les moins-values individuelles.

Le prix d'acquisition inclut le prix d'achat et les frais accessoires.

Pour déterminer la valeur estimée, le Conseil d'Administration se base sur la valeur boursière, sur les états financiers des sociétés à évaluer, ou sur d'autres informations et documents disponibles.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Les corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'acquisition.

Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur nominale.

Etats financiers sociaux

Note 3 - Immobilisations financières

	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
<i>Prix d'acquisition/valeur nominale au début de l'exercice</i>	294.576.661,97	294.576.661,97	18.527.024,08	10.642.205,78	313.103.686,05	305.218.867,75
Augmentations	0,00	0,00	3.878.575,99	7.884.818,30	3.878.575,99	7.884.818,30
<i>Prix d'acquisition/valeur nominale à la fin de l'exercice</i>	294.576.661,97	294.576.661,97	22.405.600,07	18.527.024,08	316.982.262,04	313.103.686,05
<i>Corrections de valeur au début de l'exercice</i>	-1.329.371,24	-1.279.567,88	0,00	0,00	-1.329.371,24	-1.279.567,88
Dotations	0,00	-49.803,36	0,00	0,00	0,00	-49.803,36
<i>Corrections de valeur à la fin de l'exercice</i>	-1.329.371,24	-1.329.371,24	0,00	0,00	-1.329.371,24	-1.329.371,24
<i>Valeur nette comptable à la fin de l'exercice</i>	293.247.290,73	293.247.290,73	22.405.600,07	18.527.024,08	315.652.890,80	311.774.314,81

Etats financiers sociaux

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises (y inclus résultat net)	Résultat net
Induservices S.A.	Luxembourg	35,00	35.000	31.12.2018	EUR	226.293	6.297
Management Associates S.A.	Luxembourg	20,00	400.000	31.12.2018	EUR	2.565.772	-188.155
Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A.	Luxembourg	99,99	244.783.196	31.12.2018	USD	306.004.411	31.483.513
Socfinde S.A. (*)	Luxembourg	79,92	1.072.391	31.12.2018	EUR	5.672.355	323.752
Terrasia S.A.	Luxembourg	47,81	118.518	31.12.2018	EUR	503.890	27.627
Induservices FR S.A.	Suisse	50,00	642.202	31.12.2018	EUR	765.851	-17.905
Socfinco FR S.A. (*)	Suisse	50,00	486.891	31.12.2018	EUR	9.547.545	3.745.494
Sogescol FR S.A. (*)	Suisse	50,00	1.985.019	31.12.2018	USD	15.313.236	6.337.907
Socfin Green Energy S.A.	Suisse	50,00	48.780	31.12.2018	EUR	1.302.979	205.887
Socfin Research S.A.	Suisse	50,00	2.828.922	31.12.2018	EUR	4.327.568	-335.369
Sodimex FR S.A. (*)	Suisse	50,00	621.424	31.12.2018	EUR	3.338.587	1.204.877
Centrages S.A.	Belgique	50,00	4.074.315	31.12.2018	EUR	3.050.648	194.081
Gaummes S.A.	Belgique	50,00	47.530	31.12.2018	EUR	111.602	-1.744
Immobilière de la Pépinière S.A.	Belgique	50,00	3.165.450	31.12.2018	EUR	4.109.265	-190.871
Socfinco S.A.	Belgique	50,00	750.365	31.12.2018	EUR	2.138.816	501.512
Sodimex S.A.	Belgique	50,00	449.790	31.12.2018	EUR	420.274	-4.800
Socfin-KCD Co Ltd (*)	Cambodge	100,00	31.685.450	31.12.2018	KHR	144.705.671.834	-8.791.034.287
			293.195.243				

(*) Sur base de données financières auditées.

Note 4. Créances sur des entreprises liées

Ce poste se compose principalement au 31 décembre 2018, d'une créance de EUR 75.736.411 correspondant à la position vis-à-vis du cash pooling, ainsi qu'une avance de trésorerie avec la filiale Socfinde de EUR 8.950.000 (respectivement au 31 décembre 2017 : EUR 61.227.484 et EUR 8.950.000).

Etats financiers sociaux

Note 5. Capitaux propres

	Capital souscrit EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR	Résultat de l'exercice EUR	Acomptes sur dividendes EUR
Situation au 1er janvier 2017	25.062.500,00	2.506.250,00	160.584.903,89	165.429.494,26	36.079.346,99	-10.885.700,00
Affectation du résultat de l'exercice 2016 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 31 mai 2017 :						
• Résultats reportés				14.307.946,99	-14.307.946,99	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2016					-10.885.700,00	10.885.700,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 27 octobre 2017						-10.885.700,00
Extourne coupons prescrits			2.039.180,00			
Résultat de l'exercice 2017					42.316.320,38	
Situation au 31 décembre 2017	25.062.500,00	2.506.250,00	162.624.083,89	179.737.441,25	42.316.320,38	-10.885.700,00
Affectation du résultat de l'exercice 2017 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 30 mai 2018 :						
• Résultats reportés				20.544.920,38	-20.544.920,38	
• Dividendes					-9.797.130,00	
• Tantièmes					-1.088.570,00	
• Acomptes sur dividendes 2017					-10.885.700,00	10.885.700,00
Acomptes sur dividendes suivant décision du Conseil d'Administration du 26 octobre 2018						-8.708.560,00
Annulation 455.740 actions	-569.675,00		594.106,00			
Résultat de l'exercice 2018					24.836.323,71	
Situation au 31 décembre 2018	24.492.825,00	2.506.250,00	163.218.189,89	200.282.361,63	24.836.323,71	-8.708.560,00

Capital souscrit

Au 31 décembre 2018, le capital souscrit et entièrement libéré est de EUR 24.492.825 représenté par 19 594 260 actions. Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 455.740 actions ont été annulées.

Réserve légale

Le bénéfice annuel doit faire l'objet d'un prélèvement obligatoire de 5% à affecter à une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire dès que la réserve atteint 10% du capital. La réserve légale ne peut pas être distribuée.

Réserve statutaire

La réserve statutaire inclut une réserve indisponible de EUR 125.993.370, relative au bénéfice dégagé lors de la constitution en 1997 de la société Plantation Nord-Sumatra Ltd S.A. Auparavant cette réserve était comptabilisée en Autres réserves.

Etats financiers sociaux

Note 6. Dettes

Ce poste inclut principalement des coupons à payer pour un montant de EUR 3.489.423 (2017 : EUR 3.489.255) et des charges à payer pour un un montant de EUR 710.573.

Note 7. Produits provenant de participations

	2018	2017
	EUR	EUR
Dividendes reçus	30.076.037,43	47.892.293,47

Note 8. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2018, les membres du Conseil d'Administration ont perçu EUR 19.062 de jetons de présence et EUR 2.329.426 de tantièmes et émoluments.

Note 9. Environnement politique et économique

La Société détient directement et indirectement des participations dans des sociétés qui opèrent en Indonésie et au Cambodge.

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique, les participations financières détenues directement et indirectement par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

Note 10. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Dans le cadre de la loi du 28 juillet 2014 sur l'immobilisation des titres aux porteurs, Socfinasia a annulé 455.740 actions.

Le montant total de l'indemnisation des anciens actionnaires s'élève à 5,5 millions EUR.

A ce jour, la Caisse de consignation n'a pas encore ouvert de dossier de consignation.